

La positionnalité de la personne chercheuse

Rapport de synthèse du projet de mobilisation
des connaissances

Mars 2025



Pour citer le document* :

Pullen Sansfaçon, A., Blanchet Garneau, A., Gosselin-Lavoie, C., Agostini Marchese, E., Rahm, J., Gelly, M.A., Koubeissy, R., Planchat, T. (2025) *La positionnalité de la personne chercheuse : Rapport de synthèse du projet de mobilisation des connaissances*. CRI-JaDE.

*Auteur-e-s (en ordre alphabétique par prénom)



CRC ReParE

sur la recherche partenariale et l'empowerment des jeunes vulnérabilisés

Table des matières

<i>Membres de la communauté de pratique</i>	3
<i>Remerciements.....</i>	4
<i>Introduction</i>	5
<i>Revue de littérature.....</i>	5
<i>Méthodologie.....</i>	11
<i>Réflexions et éléments ressortis.....</i>	15
<i>Demi-journée de partage avec les organismes partenaires.....</i>	30
<i>Conclusion</i>	37
<i>Bibliographie</i>	41

Membres de la communauté de pratique

Annie Pullen Sansfaçon (elle), *Professeure titulaire* – École de travail social, titulaire de la Chaire de Recherche du Canada sur la recherche partenariale et l’empowerment des jeunes vulnérabilisés (CRC-ReParE), codirectrice du Centre de Recherche Interdisciplinaire sur la Justice intersectionnelle, la Décolonisation et l’Équité (CRI-JaDE)

Amélie Blanchet Garneau (elle), *Professeure agrégée* – Faculté des sciences infirmières

Catherine Gosselin-Lavoie (elle), *Professeure adjointe*, Département de didactique

Enrico Agostini Marchese (iel, varié), *Professionnel de recherche en mobilisation des connaissances* - Centre de Recherche Interdisciplinaire sur la Justice intersectionnelle, la Décolonisation et l’Équité (CRI-JaDE)

Jrène Rahm (elle), *Professeure titulaire* – Département de psychopédagogie et d’andragogie

Morgane A. Gelly (elle/iel), *Conseillère principale à la recherche*, École de travail social, Chaire de Recherche du Canada sur la recherche partenariale et l’empowerment des jeunes vulnérabilisés (CRC-ReParE)

Rola Koubeissy (elle), *Professeure adjointe* – Département de psychopédagogie et d’andragogie

Tommy Planchat (il), *professionnel de recherche et coordonnateur de la communauté de pratique*, École de travail social, Chaire de Recherche du Canada sur la recherche partenariale et l’empowerment des jeunes vulnérabilisés (CRC-ReParE)

Remerciements

Financement



Centre de Recherche Interdisciplinaire sur la Justice intersectionnelle, la Décolonisation et l'Équité (CRI-JaDE)

Organismes partenaires de la journée de partage



Aide aux Trans du Québec (ATQ), Kim Forget-Desrosiers (elle), Coordonnatrice des services



Clinique Mauve, Marianne Chbat (elle), Coordonnatrice principale de la recherche



GRIS-Montréal, Gabrielle Richard (elle), Directrice de la recherche



Projet Collectif en Inclusion à Montréal (PCEIM), David Castrillon (il), Directeur général



PROMIS, Aïda Berberovic (elle), Directrice des services et programmes



Société Québécoise de la Déficience Intellectuelle (SQDI), Linda Boiron (elle), Coordonnatrice à la formation

Invités spéciaux de la journée de partage

Jean-Sébastien Fallu (il), professeur agrégé, École de psychoéducation, UdeM

Mylène Larivière (elle), étudiante à maîtrise en traduction, UdeM

Graphisme

Tommy Planchat

Introduction

La personne chercheuse devrait-elle faire partie ou non de la communauté qu'elle étudie ? Les enjeux de positionnalité de la personne chercheuse face à la population étudiée, à savoir si la recherche est conduite d'une position d'*insider* ou d'*outsider*, sont particulièrement débattus. Le présent rapport fait suite à une activité de mobilisation des connaissances financée par le Centre de recherche interdisciplinaire sur la justice intersectionnelle, la décolonisation et l'équité (CRI-JaDE)¹. Ce projet visait à mobiliser une communauté de pratique (CdP) de chercheur·se·s et professionnel·le·s de recherche qui partagent des positionnements sociaux parfois similaires, parfois différents des populations avec qui ils travaillent. La CdP avait pour objectif d'identifier et d'examiner collaborativement les enjeux et les défis relatifs à la positionnalité afin de dégager des pistes de solutions pour en limiter les impacts en contexte de recherche. Ce projet ne souhaitait pas restreindre les analyses à un cadre de recherche exclusivement académique, les réflexions se sont élargies avec des organismes communautaires travaillant avec des populations vulnérabilisées lors d'une journée de partage.

Le rapport présentera un tour d'horizon de la littérature scientifique permettant de saisir les

divers enjeux (méthodologiques, éthiques, etc.) que suscitent le(s) position(s) qu'occupe la personne chercheuse. À travers cette recension des écrits nous souhaitons donner un aperçu des enjeux relatifs à la positionnalité, elle a également été un point de départ pour les réflexions de la CdP. Nous présenterons ensuite les éléments clés ressortis lors des rencontres et de la journée de partage avec les partenaires, en documentant à la fois le processus réflexif et les analyses des enjeux de positionnalité. En conclusion, le rapport mettra en perspective l'ensemble de ces éléments afin de proposer des pistes de solutions visant à limiter l'impact négatif des enjeux de positionnalité en recherche. En plus de chercher à atténuer les effets délétères sur la personne chercheuse, sur son étude et sur les populations concernées, la discussion s'élargira pour envisager une utilisation bénéfique de la positionnalité, en vue de favoriser notamment, une émancipation collective.

Revue de littérature

Les inégalités sociales génèrent des répercussions profondément négatives sur les individus, et ces effets tendent à se renforcer au fil du temps (Currie et al., 2009). Les inégalités sociales et structurelles, ainsi que les violences, oppressions et formes d'exclusion qui en découlent, influencent de manière directe et délétère le bien-

¹ Centre de recherche interdisciplinaire sur la justice intersectionnelle, la décolonisation et l'équité (<https://crijade.com/>)

être de diverses populations vulnérables, notamment les jeunes issus de diverses identités de genre (de Graaf et al., 2018) ainsi que les jeunes autochtones, noir·e·s ou racisé·e·s (Trent et al., 2019 ; Njoroge et al., 2021 ; Pullen Sansfaçon et al., 2022). Ces défis sont amplifiés lorsque les jeunes vivent à l'intersection de plusieurs identités marginalisées, telles que celles liées à la race, au handicap, au genre ou à l'âge (Tourki et al., 2018 ; Baril et al., 2020 ; Pullen Sansfaçon et al., 2021). En parallèle, les facteurs de protection, qu'ils soient interpersonnels ou sociaux, jouent un rôle essentiel, bien qu'ils soient également influencés par des dynamiques complexes et sont cumulatifs (Pullen Sansfaçon et al., 2021 ; Barras, 2022). Ainsi, les réalités des groupes vulnérabilisés, souvent au cœur des recherches sociales, trouvent leurs racines dans des contextes marqués par des inégalités sociales et des vécus d'oppression.

Les personnes chercheuses explorent diverses manières d'agir sur ces problématiques et de soutenir les populations opprimées, en utilisant des approches variées telles que les pratiques anti-oppressives et la recherche participative, que nous détaillerons plus loin. Cependant, une question persiste et fait régulièrement l'objet de vifs débats dans le milieu scientifique : quel est l'impact de la position sociale de la personne chercheuse sur son étude et sur les populations concernées par sa recherche ?

La positionnalité désigne les valeurs et croyances d'un individu ainsi que sa position sociale, comprenant des caractéristiques attribuées socialement comme l'âge, la race, l'orientation sexuelle, le statut migratoire, l'identité de genre, entre autres, et également l'intention de mener des recherches sur un sujet particulier (Holmes, 2020; Hurley & Jackson, 2020; Tuhiwai Smith & Smith, 2012). La positionnalité en recherche désigne également l'attitude adoptée par les chercheur·se·s pendant une étude. Cela inclut leur perception des participant·e·s, mais aussi la façon dont ces dernier·ère·s perçoivent la personne chercheuse, notamment si elle est vue comme faisant partie de leur groupe ou non, ainsi que le rôle qu'elle joue dans le cadre de la recherche (Kitagawa, 2023). Les discussions autour de la positionnalité invitent, plus particulièrement les chercheur·se·s ayant des approches qualitatives travaillant avec des populations vulnérabilisées, à faire preuve de transparence et de réflexivité quant à leur point de vue concernant leur étude (Pillow, 2003). Bien que ces démarches soient importantes, elles semblent souvent se limiter à la question de l'identité, à des questionnements sur la qualité de l'étude et peinent à saisir l'impact de la position de la personne chercheuse sur sa recherche (Secules et al., 2021). Plus particulièrement, les pratiques réflexives sur la positionnalité échouent à délimiter l'impact des positions sociales des personnes chercheuses et à prévenir les dynamiques de pouvoir qui peuvent

s'instaurer auprès des populations étudiées (Secules et al., 2021). Nous allons ici tenter de résumer les divers enjeux méthodologiques, relationnels, et autres, qui ont été documentés ainsi que les pistes de solutions qui ont été envisagées en vue d'atténuer les impacts de la positionnalité dans la recherche en sciences sociales.

Enjeux méthodologiques

Les sciences humaines et sociales viennent remettre en question l'idéal scientifique des sciences dites naturelles, prônant une objectivité dans laquelle la·e chercheur·se est séparé·e de son objet d'investigation (Lorette, 2023). Ainsi, le point de vue de la personne chercheuse serait indépendant du contexte afin de favoriser une forme de neutralité qui préserverait l'objet d'étude de son influence (Kamlongera, 2023). Or, en sciences humaines et sociales, la personne chercheuse est aussi l'objet d'investigation (Lorette, 2023). Les approches qualitatives, dans lesquelles la proximité avec le sujet d'étude est d'autant plus forte, tendent à reconnaître l'importance de l'influence du contexte dans lequel la recherche a lieu, afin de tenter de saisir son impact sur la construction des connaissances (Dwyer & Buckle, 2009; Kamlongera, 2023). Si les approches ethnologiques et qualitatives ont accordé une attention particulière aux questions de position et à leur influence sur la recherche (Angrosino, 2005; Bourke, 2014; Dwyer & Buckle, 2009; Johansson et al., 2022; McNess et

al., 2015), les méthodes quantitatives prennent de plus en plus en compte ces enjeux dans leur approche (Lorette, 2023). En conséquence, la positionnalité invite la personne chercheuse à se questionner et à analyser l'impact qu'elle a pu avoir sur sa recherche, peu importe son approche méthodologique, qu'elle implique ou non un contact direct avec la population étudiée. La position –supposée- de « neutralité » de l'*outsider* a été et demeure encore aujourd'hui, plus valorisée par le milieu académique.

Cependant, les enjeux liés à la positionnalité peuvent donner lieu à de vifs débats (Manning et al., 2015; Phillippo & Nolan, 2022), en particulier lorsque la personne chercheuse occupe une position minoritaire ou questionne les relations de pouvoir entre divers groupes (Secules et al., 2021 ; Shivji et al., 2022).

*Il n'y a pas de neutralité. Il n'y a qu'une conscience plus ou moins grande de ses préjugés. Et si vous n'appréciez pas la force de ce que vous laissez de côté, vous ne maîtrisez pas pleinement ce que vous faites. **

(p. 77, Rose, 1985 cité par Dwyer & Buckle, 2009)

**Traduction libre de l'anglais*

Les enjeux de positionnalité peuvent avoir des impacts réels et divers sur la recherche, ainsi que sur toutes les acteur·e·s concerné·e·s (ex :

chercheur·se·s, participant·e·s) et sur le développement d'éventuels partenariats (Rosenberg & Tilley, 2021). Les positions qu'occupent les personnes chercheuses impactent le déroulement de l'étude. La positionnalité affecte en particulier le choix du sujet de recherche ainsi que la manière dont celui-ci sera abordé (Koubeissy & Audet, 2025), la formulation des questions de recherche (, 2017), l'utilisation de certains types de méthodologie (ex : entrevue, choix d'échelles de mesure, etc.) (, 2017; Poulton, 2012). Elle impacte également la formulation et la pertinence des questions posées ainsi que le langage utilisé (, 2017; Poulton, 2012) ou encore le processus d'analyse et d'interprétation des résultats voire leur crédibilité (Doerfler et al., 2021; Mayorga-Gallo & Hordge-Freeman, 2017; Muhammad et al., 2015; Poulton, 2012). Enfin, les positions de la personne chercheuse jouent un rôle dans les relations aux communautés, particulièrement au niveau du recrutement (Adikaram et al., 2022). En effet, la positionnalité peut favoriser une acceptation plus rapide à participer et s'engager dans la recherche parmi la population étudiée (Berger, 2015; Dwyer & Buckle, 2009; Holmes, 2020; Katz-Wise et al., 2019; Lorette, 2023) ou à l'inverse, rendre le terrain difficile d'accès voire inaccessible. Cela peut donc jouer positivement ou négativement sur le développement de partenariats avec les communautés (Muhammad et al., 2015;

Rosenberg & Tilley, 20201). La perception des intentions du/de la chercheur·se (Paz Galupo, 2017) ainsi que la confiance attribuée par la population étudiée influence potentiellement le choix de participer ou pas à la recherche (Berger, 2015; Holmes, 2020; Katz-Wise et al., 2019; Lorette, 2023). Toutefois, les enjeux concernant les positions de la personne chercheuse ne se réduisent pas à des réflexions sur la qualité méthodologique, mais révèlent également les dynamiques possibles de pouvoir (Kamlongera, 2023).

Enjeux relationnels et lutte de pouvoir

La recherche ne se réduit pas à la production de connaissances ; elle peut aussi devenir un puissant levier pour favoriser le changement social (Schratz & Walker, 2005). Elle devient alors un outil de confrontation des inégalités sociales et des oppressions (Caron et al., 2020; Chibaya et al., 2024) qui favorise la reprise du pouvoir d'agir des populations (Muhammad et al., 2015). Toutefois, la recherche peut également reproduire des dynamiques de pouvoir inéquitables et entretenir les oppressions (Caron et al., 2020), comme en témoigne les études auprès de personnes trans, autochtones, racisées ou en situation de handicap (Milner, 2007). Des méthodologies dites participatives tentent d'établir des partenariats équitables, en proposant un processus de co-production de connaissances visant l'autonomisation des participant·e·s (von Unger et

al., 2022). Ainsi, ces méthodologies, telles que la recherche-action sociale, favorisent l'intégration des personnes concernées tout du long du processus de recherche leur attribuant un rôle actif. Les individus participent à chaque étape de la recherche, de la définition des problématiques et des objectifs de l'étude à l'approche, à la collecte des données et à leur interprétation. Les approches anti-oppressives aspirent également à confronter et à déconstruire les relations de pouvoir (Pullen Sansfaçon, 2013). De cette manière, elles encouragent l'équité et la justice sociale en mettant en question les rapports de pouvoir et en intégrant activement les perspectives des communautés concernées. Diverses disciplines, telles que le travail social (Pullen Sansfaçon, 2013), les sciences de l'éducation (Freire, 1974), les sciences infirmières (Blanchet Garneau et al., 2018, 2023; Slemon et al., 2023), et bien d'autres, explorent des approches anti-oppressives visant à contester les formes d'oppression et à promouvoir l'autonomisation et la capacité d'agir des populations vulnérabilisées. Toutefois, les publications consacrées aux approches anti-oppressives en recherche demeurent encore rares. La recherche relationnelle et décoloniale représente aussi une approche pertinente pour s'aligner avec des pratiques anti-oppressives (Wildcat & Voth, 2023 ; Ibarra-Lemay et al., 2024 ; Pullen Sansfaçon et al., 2024). Dans ce cadre, la réflexivité est essentielle, non seulement pour des

raisons analytiques, mais aussi pour aborder les inégalités de pouvoir, les défis liés aux partenariats et d'autres questions éthiques (von Unger et al., 2022). Examiner sa positionnalité peut aider les personnes chercheuses à mieux appréhender les relations complexes entre elles-mêmes et les personnes participantes, ou entre elles-mêmes, les groupes, les communautés et les institutions (Bilge, 2009).

Cela dit, bien que ces méthodologies visent à favoriser la participation et l'émancipation des populations concernées, elles peuvent néanmoins reproduire des dynamiques de pouvoir inévitables. Des enjeux qui demeurent encore particulièrement présents dans les recherches sur les populations trans (Bauer et al., 2019), autochtones (Hurley & Jackson, 2020) ou en situation de handicap (Charlton, 1998). Par exemple, dans des recherches impliquant des populations autochtones, il peut être complexe de mettre en place une gouvernance véritablement collaborative en raison des structures institutionnelles rigides ou du manque de ressources au sein des communautés (Sylvestre et al., 2018). En lien avec ces dynamiques de pouvoir, la positionnalité impacte les relations de confiance sur le terrain et l'accès à celui-ci. Cela est d'autant plus vrai pour les populations vulnérabilisées, qui, dans de nombreux cas, ont malheureusement vécu des injustices et dans de pires cas, de la maltraitance voire risquent même

leur sécurité et leur vie, dans le cadre d'études menées par des personnes en position dominante (Smith, 2012 ; Farnbach et al., 2015 ; Harper & Pratt, 2022 ; Khan et al., 2024).

La sensibilité de la personne chercheuse à traiter du sujet ainsi que les relations de pouvoir sont au cœur des discussions sur l'impact de la positionnalité envers les communautés minorisées étudiées (Berger, 2015 ; Katz-Wise et al., 2019 ; Holmes, 2020 ; Secules et al., 2021 ; Hamisultane et al., 2022). En d'autres mots, les positions qu'occupent les chercheur·se·s sont à risque de reproduire des inégalités et des dommages envers les populations vulnérabilisées. Toutefois, les enjeux de positionnalité ont aussi des effets directs sur la personne chercheuse, en affectant notamment sa perception de sa propre compétence, sa légitimité à mener des projets et sa capacité à obtenir du financement (Brackenridge, 1999 ; Dwyer & Buckle, 2009 ; Paz Galupo, 2017). Ces enjeux peuvent impliquer un travail émotionnel et mettre la personne chercheuse dans une position de vulnérabilité qui n'est pas également partagée au sein du milieu académique (Dickson-Swift et al., 2009 ; Massoud, 2022). Dans certains cas, cela peut également mener le·a chercheur·se à vivre des expériences d'invalidation (Christoffersen, 2021), d'intimidation voire de harcèlement (Brackenridge, 1999 ; Doerfler et al., 2021). L'ensemble de ces expériences peut impacter la santé mentale de la personne chercheuse et

l'amener à se remettre en question ou à réorienter ses recherches (Paz Galupo, 2017 ; Doerfler, et al 2021).

Insider vs Outsider : débats et limites conceptuelles

Les discussions autour des impacts de la positionnalité abordent régulièrement des questionnements sur les avantages et désavantages des positions *insider/outsider* (Kamlongera, 2023). Le·a chercheur·se abordant le sujet de l'intérieur (*insider*), donc partageant des caractéristiques ou une appartenance avec la population étudiée, aurait une compréhension différente de l'objet que celui ou celle l'approchant d'une perspective externe (*outsider*) (Holmes, 2020). Cette position peut être perçue comme facilitatrice en termes de proximité et d'accessibilité au terrain, mais fait également souvent l'objet de questionnements sur les risques de se confondre avec l'objet de recherche risquant nuire à l'objectivité de la personne chercheuse (Dwyer & Buckle, 2009). Le fait de maintenir une certaine distance avec la population étudiée est alors considéré comme un argument pour maintenir l'objectivité ; toutefois cela n'immunise pas le·a chercheur·se contre de possibles biais (ex : stéréotypes, préjugés) et peut même limiter son accès au terrain. Encore aujourd'hui, la littérature est divisée sur les avantages et inconvénients des différentes positionnalités, que la personne soit *insider* ou *outsider* dans la recherche. Or, le·a chercheur·se occupe souvent plusieurs positions

sociales qui s'intersectent, ce qui peut mener à questionner l'utilité d'une telle dichotomie (Secules et al., 2021). En plus d'être critiquée pour son binarisme, cette distinction entre une position *insider/outsider* ne capture pas l'aspect dynamique et fluide de la positionnalité (Kamlongera, 2023). En d'autres termes, la positionnalité n'est pas figée et évolue avec le temps. De plus, l'intersectionnalité permet d'appréhender la complexité et la multiplicité des identités et des inégalités sociales (Bridges, 2017). Nous pouvons donc ainsi partager une identité commune avec la population étudiée (ex : être une personne trans) mais avoir des caractéristiques différentes (ex : classe sociale, race, handicap ou non, etc.). En conséquence, avoir une identité commune ne prévient pas la reproduction des dynamiques de pouvoir. Nous pouvons occuper simultanément des positions *insider* et *outsider*, ce qui amène de plus en plus de chercheur·se·s à parler d'un positionnement '*In between*' (Dwyer & Buckle, 2009; Johansson et al., 2022; Kerr & Sturm, 2019; Milligan, 2016) ou parfois sous le terme '*In-out-sider*' (Bayeck, 2022). Sortir de cette dichotomie peut en ce sens, être une avenue intéressante, mais la question du 'comment' demeure peu explorée dans les écrits.

En effet, il y a un consensus grandissant sur l'importance d'aborder les enjeux de positionnalité de la personne chercheuse, toutefois il y a un gap important entre la manière dont la positionnalité

est théorisée et comment elle est mise en pratique (Soedirgo & Glas, 2020). La réflexivité, définie comme une analyse personnelle, intersubjective et sociale des processus qui affectent les projets de recherche, est souvent citée comme une piste de solution (Jamieson et al., 2023; von Unger et al., 2022). Cette pratique permet de reconnaître le rôle de la personne chercheuse dans l'orientation de la recherche, de maximiser les bénéfices et minimiser les inconvénients relatifs aux enjeux de positionnalités (Johansson, 2022). Cela dit, la réflexivité, généralement pratiquée sur une base individuelle, peut être critiquée comme étant insuffisante, voire comme étant plus idéologique que pratique, alors que les enjeux de positionnalité prennent racine dans les relations sociales et de pouvoir et devraient être réfléchis collectivement. Nous souhaitons donc au travers de ce rapport, partager une réflexion collective sur les enjeux de positionnalité, soutenant une démarche anti-oppressive et décoloniale.

Méthodologie

Objectifs poursuivis

Le présent projet est une activité de mobilisation des connaissances financée par le Centre de recherche interdisciplinaire sur la justice intersectionnelle, la décolonisation et l'équité (CRI-JaDE). Ce projet vise, d'une part, à mobiliser des membres d'une CdP sur l'intersectionnalité ainsi que des membres chercheur·se·s et

professionnel·les du CRI-JaDE. Les chercheur·se·s partagent des positionnements sociaux parfois similaires, parfois différents de ceux des populations avec lesquelles iels travaillent, afin d'identifier et d'examiner collaborativement les enjeux et les défis relatifs à la positionnalité en recherche. D'autre part, le projet souhaite sortir d'un cadre exclusivement académique en élargissant les réflexions et discussions avec des organismes communautaires travaillant avec des populations vulnérabilisées.

Démarche réflexive

Le projet repose sur une démarche de groupe autogéré inspirée de la recherche-action, une forme de recherche participative, engagée et critique qui vise à remettre en question les structures et idéologies dominantes (voir Pullen Sansfaçon, 2014). À travers cette démarche, les participant·e·s font le lien entre le personnel, le social et le structurel, permettant ainsi une compréhension globale des enjeux qu'iels rencontrent. Cette approche soutient que les contextes socio-politiques impactent certes les individus, mais qu'iels ont aussi les moyens de provoquer des changements à travers une mobilisation collective. Conformément aux principes du groupe autogéré, certain·e·s personnes ont tenu un rôle d'animation afin de faciliter les échanges, mais personne n'a pris de posture de leader dans le groupe.

Nous avons traité les enjeux de positionnalité à travers les trois grandes questions suivantes :

QUOI – Quels sont les problèmes ?

POURQUOI – le problème existe-t-il ?

COMMENT – peut-on produire un changement ?



À travers la question « *Quoi ?* », nous souhaitons discuter et analyser collectivement les enjeux liés à la positionnalité. En commençant par une démarche autoréflexive : Comment est-ce que je perçois ma positionnalité ? Comment est-ce que je me situe, me perçois par rapport aux populations que j'étudie ? Comment mes positions affectent-elles, influencent-elles, impactent-elles mon travail de recherche ? Une fois ce premier travail effectué, les questions s'élargissent et se décentrent de la personne chercheuse : Qu'est-ce que la positionnalité en recherche ? Quels sont les enjeux liés aux positions en recherche ? Qu'est-ce qui pose problème ?

Une fois les enjeux identifiés, le travail réflexif autour du « *Pourquoi ?* » tente d'investiguer les origines du problème, de trouver sa source. Une attention particulière est alors portée à la distinction entre les symptômes du problème et les causes profondes des enjeux de positionnalité. Par exemple, si la question de départ est : En quoi la positionnalité pose-t-elle problème dans un contexte de recherche ? Elle peut ensuite être

relancée par : en quoi ce problème est-il un problème ? Puis une autre question pour creuser encore : Qu'est-ce qui pose problème derrière cela ? Et ainsi de suite, jusqu'à ce que le groupe s'accorde sur l'identification des sources du problème.

Finalement, le « *Comment ?* » peut émerger une fois les causes bien constatées. On s'attarde ici à tenter de trouver des pistes de solution pour provoquer du changement. On peut notamment cibler des enjeux spécifiques : Comment sortir du discours de la positionnalité pour aller vers une pratique active de la positionnalité ? Comment anticiper les biais et les enjeux de pouvoir en recherche ?

Pour répondre à ces trois grandes questions, cinq rencontres d'une durée de deux heures chacune ont été organisées pour mettre en commun les expériences des membres de la CdP. Une approche d'auto-ethnographie collaborative a été privilégiée pour orienter les discussions (Dyer et al., 2022 ; Kamlongera, 2023). Les membres de la CdP ont notamment été invité·e·s à prendre part à une autoréflexion et à une analyse collective de leurs expériences en recherche avec des populations variées. Les rencontres ont permis aux membres de la CdP de travailler ensemble, de documenter et d'analyser leurs expériences, les similitudes et les différences entre celles-ci, ainsi que leurs impacts en recherche (Chang, 2021). Des notes ouvertes et détaillées ont été prises durant les rencontres afin

de documenter, de manière groupale, ces réflexions. Les discussions ont été itératives et régulièrement validées par les membres afin de garantir une compréhension globale. Les rencontres ont aussi intégré certaines activités d'expression artistique (Dyer et al., 2022 ; Kamlongera, 2023) afin de soutenir les membres dans l'élucidation des enjeux vécus, permettant ainsi de créer l'espace nécessaire à une plus grande profondeur des réflexions (Cooper et Lilyea, 2022).

Cette démarche s'est accompagnée d'une réflexion sur la réflexion, nous avons tenté tout du long du processus de questionnement de confronter nos idées à chaque étape, pour éviter de tirer des conclusions trop rapides, au risque de rester en surface du problème. Il est important de mentionner que bien que les trois questions suivent un ordre logique, la dynamique réflexive ne s'accompagne pas toujours d'une suite d'idées linéaires. Nous reviendrons plus tard sur cet aspect lorsque nous partagerons les réflexions issues de nos discussions. Pour rester en cohérence avec une démarche réflexive et anti-oppressive, nous ne souhaitons pas limiter les discussions sur les enjeux de positionnalité à un contexte de recherche académique. Les résultats des réflexions de la CdP ont été partagés lors d'une demi-journée d'échange avec les partenaires du CRI-JaDE et d'autres organismes travaillant avec des populations vulnérabilisées.

Exemple d'activité artistique réflexive

L'activité propose de créer un Monster Doll, une 'poupée monstre' à deux faces (ou plus), pour représenter ce que la positionnalité est pour nous, en permettant de dépasser les limites de la communication verbale. Chaque face de la poupée peut exprimer des choses différentes. L'activité commence dans un silence propice à laisser émerger le processus réflexif, puis les participant·e·s peuvent commenter les réflexions pendant qu'ils réalisent leur poupée, pour finalement présenter leur création en groupe.



Les organismes partenaires du CRI-JaDE, de la chaire CRC ReParE et d'autres organismes collaborant sur des projets de recherche avec les chercheur·se·s de la CdP ont été invité·e·s à participer à une demi-journée de partage et de

réflexions sur les enjeux de positionnalité. La demi-journée de partage a eu lieu le 12 février de 10h à 13h à l'Université de Montréal. Au début de la journée, chaque personne a exprimé sa/ses positionnalité(s) et ses questionnements à ce sujet ainsi que ses attentes par rapport à l'activité l'ayant menée à participer à cette journée. Après une mise en contexte du projet et une brève présentation des réflexions de la CdP sur les enjeux de positionnalité, les représentant·e·s d'organismes ont été invité·e·s à se mélanger en trois groupes avec les chercheur·se·s de la CdP. L'activité en sous-groupe 'cartes de déclaration' (exercice inspiré de Mullender & Ward, 1991), a pour objectif de faire émerger les principaux enjeux de la positionnalité pour chaque personne et également, de faciliter les échanges au sein du groupe. Chaque personne reçoit cinq cartes, et écrit un enjeu par carte qui sont ensuite étalées sur la table. Les participant·e·s choisissent trois cartes qui ne sont pas les leurs. Cela permet de s'intéresser à des problèmes qui ne sont pas nécessairement les nôtres, de découvrir des thèmes que l'on n'avait pas envisagés et même d'apporter une perspective qui pousse plus loin une idée. La journée s'est clôturée sur un partage en grand groupe, permettant de faire le tour des éléments ressortis dans les trois groupes. Cette dernière étape favorise une vue d'ensemble dans laquelle on remarque des points communs entre les groupes et aussi, des thèmes spécifiques. Des prises de note

en sous-groupes et lors du partage en grand groupe ont permis de réaliser un compte-rendu de la journée qui a été validé par les organismes communautaires. Cette partie est intégrée au rapport et a nourri les réflexions de la conclusion de ce projet de mobilisation des connaissances sur la positionnalité en recherche.

Participant·e·s

Notre CdP était composée de 8 chercheur·se·s universitaires et professionnel·les de la recherche travaillant sur les enjeux de justice sociale auprès des populations vulnérabilisées diverses. Le groupe était constitué de personnes travaillant dans diverses disciplines (travail social, sciences de l'éducation, sciences infirmières, didactique, littérature, anthropologie, psychologie sociale) et, pour la plupart, avec une approche qualitative, parfois mixte, et plus rarement quantitative. Certain·e·s partageaient, à certains moments, des positionnalités d'*insider* (par exemple, être une personne trans ou non-binaire travaillant auprès de populations trans et non-binaires, ou partager le même héritage culturel). À d'autres moments, des positions d'*outsider* (par exemple, des personnes autochtones travaillant auprès de populations autochtones, des personnes francophones travaillant auprès de populations allophones, des personnes autochtones travaillant auprès de populations allochtones, des personnes cisgenres travaillant auprès de personnes trans ou ayant

détransitionné, ou encore des adultes travaillant auprès de jeunes, etc.).

Six représentant·e·s d'organismes ont participé à la demi-journée de partage sur la positionnalité. Certains organismes mènent des recherches communautaires au sein de leur structure, d'autres, collaborent avec des chercheur·se·s externes sur des projets répondant aux besoins de leur public cible. Les organismes travaillent en intervention ou en recherche sur des thématiques diversifiées : LGBTQIA+, santé mentale, déficience intellectuelle, personnes migrantes et réfugiées, etc. Un chercheur du CRI-JaDE et une étudiante de la CRC ReParE, se sont également joints à cette journée. Ces invités spéciaux, travaillent dans des disciplines non représentées (linguistique, psychoéducation) par la CdP et sur des sujets moins abordés (drogue, travail du sexe, etc.) par les autres personnes participant à l'activité.

Réflexions et éléments ressortis

Nous présenterons dans cette section un résumé condensé de nos réflexions et des éléments ressortis lors de nos discussions visant à répondre aux trois grandes questions (« *Quoi ?* », « *Pourquoi ?* », « *Comment ?* »). L'idée ici est de partager nos analyses ainsi que le processus réflexif, les questionnements et les difficultés que nous avons traversées, qui font partie intégrante

des défis liés à la question de la positionnalité en recherche.

1) Définir le problème et ses enjeux

Identité, positionnalité et relationnalité



À travers cette poupée, la personne chercheuse souhaitait représenter sa personnalité morcelée. On partage parfois les mêmes couleurs ou morceaux avec les participant-e-s, et à d'autres moments les couleurs sont différentes.

La question de l'identité est souvent un point de départ pour discuter de la positionnalité ; elle peut se référer plus largement à « Qui je suis ? ». Cela comprend nos expériences de vie, nos valeurs, nos origines, nos appartenances à des communautés, notre genre et orientation sexuelle, et bien d'autres aspects, constituant une « identité morcelée ». Ces éléments de nous et de nos vécus influencent grandement la personne chercheuse que nous

devenons, à travers nos choix de sujet de recherche, de méthodologies utilisées qui reflètent, davantage nos valeurs (par exemple : recherche participative), les disciplines, etc.

Bien que nos histoires de vie, nos sujets de recherche et nos positions sociales par rapport aux populations étudiées diffèrent, le groupe de la CdP converge sur de nombreux aspects. En effet, nous avons en commun une volonté d'agir sur les injustices sociales et une intention de mener la recherche en cohérence avec nos valeurs d'équité. En d'autres termes, si le point de départ des réflexions commence souvent par une introspection sur la personne chercheuse que l'on est, la question de l'intentionnalité est centrale dans le processus réflexif de la positionnalité. On peut alors se demander : Pourquoi et pour qui je mène cette étude ? Quelle est mon intention derrière cette question de recherche ? Ces questions permettent de faire émerger des éléments de positionnement parallèlement à des questions comme « Comment mon expérience influence-t-elle ma vision du sujet ? », « Comment je perçois l'Autre et comment iel me perçoit ? ».

La positionnalité c'est comment mon identité interagit avec celle de l'autre. À la fois qui je suis mais aussi ce que je représente.

(Une personne chercheuse de la CdP sur la positionnalité)

À travers nos discussions, nous avons pu saisir à quel point l'identité est complexe et plurielle. Cette dimension multiple influence directement la positionnalité, ou plutôt les positionnalités, ainsi que la perception de l'autre. De ce fait, une personne peut se définir comme étant à la fois « x » et « y », alors que les autres ne la perçoivent que comme « x ». Nous avons également abordé les limites des positionnalités définies par des identités fixes. Par exemple, dans un contexte de recherche sur les enjeux de diversité de genre, se déclarer être une femme cisgenre peut être un point de départ à la confrontation des oppressions de genre. Cependant, nommer une positionnalité peut être un acte de surface servant à se déculpabiliser. Une telle déclaration pourrait artificiellement accorder de la crédibilité, ou encore de la légitimité car cela donne l'illusion que la personne a entamé une démarche de déconstruction des oppressions alors que rien ne le garantit. En d'autres termes, une déclaration de positionnalité peut contribuer à essentialiser la personne sans réellement confronter les dynamiques de pouvoir, souvent au cœur même du problème que l'on cherche à soulever. Dans sa déclaration, comment l'interlocuteur·e garantit ou non une posture anti-oppressive ? Comment cela joue dans la relation de pouvoir ? D'autres éléments relevant du non-dit, comme ceux appartenant à la communication non verbale, peuvent également influencer la manière dont une personne est perçue en fonction de sa

positionnalité. Par exemple, le choix vestimentaire ou le fait de porter certains symboles (qui peuvent ou non avoir un référentiel commun) peut aussi affecter la manière dont la positionnalité est perçue.



Dans cette spirale, la personne chercheuse pense la positionnalité sous une forme fluide et changeante. L'objet bouge et rebondit en réagissant au crochet - symbolisant le système - par lequel il est tenu.

La façon dont les autres nous perçoivent, qu'il s'agisse de stéréotypes positifs ou négatifs, influence leur interprétation de notre positionnalité. Cette perception échappe en partie à notre contrôle, il existe donc un aspect de « non-choix » lié à la positionnalité qui nous est « assignée ». Il peut ainsi arriver que l'on nous attribue une identité avec laquelle on ne s'identifie pas, ou pas toujours. La positionnalité est souvent

projetée par autrui, à travers des suppositions parfois erronées (par exemple, dans le cas du « *white passing* » pour une personne perçue comme blanche, indépendamment de son identité vécue.) En ce sens, les questions de positionnalité soulèvent également celle de la reconnaissance : l'autre nous reconnaît-il dans notre identité ou positionnalité ? Parfois, nous sommes perçue·s comme « trop ceci » ou « pas assez cela », en fonction des normes sociales propres à la société ou aux communautés. En conséquence, le choix de se dévoiler ou non n'est jamais neutre, ni sans répercussions.

Toujours être en tension entre qui je suis/comment je suis perçu et le système/ou l'autre qui me positionne, m'assigne une position/ou me donne « le droit »/est ouverte à me positionner comme autrement /ou je veux/ je me sens/selon la situation dans laquelle je me trouve - donc à la fois l'ouverture/fermeture, une dialectique dans laquelle je me trouve/nous nous retrouvons - comme c'est les autres en pluriels/donc moi et l'autre/moi et les autres un processus en continu.

(Une personne chercheuse de la CdP sur la positionnalité)

D'autres éléments peuvent aussi influencer la positionnalité, comme le rôle professionnel, la

méthodologie utilisée, la discipline académique ou encore la possibilité même de discuter de ces enjeux. Bien que la positionnalité puisse impliquer certaines actions (par exemple, se dévoiler ou faire une déclaration), ces éléments sont toujours modulés et filtrés par les normes sociales, culturelles et temporelles.

Le contexte dans lequel les déclarations de positionnalité sont faites joue un rôle important, il impacte sur les relations de pouvoir. Il arrive parfois que nous occupions simultanément une position d'*insider* (par exemple, partager une identité commune, comme celle d'une personne racisée) et une position d'*outsider* (par exemple, en tant que chercheur·se universitaire travaillant avec des personnes provenant de milieux non académiques). La dichotomie *insider/outsider*, bien qu'utile pour s'engager dans un exercice de réflexivité, ne rend pas complètement compte, selon notre expérience, de la complexité des identités et des rapports de pouvoir, qui sont souvent multiples et nuancés.

Alors que l'on insiste de plus en plus sur l'importance d'affirmer sa positionnalité — que ce soit au début d'une conférence ou dans un article scientifique, comme gage de transparence — afin de reconnaître notre position et les enjeux de pouvoir et de privilège, cet acte est loin d'être neutre. Les déclarations de positionnalité ne devraient pas se résumer à un dévoilement identitaire, qui, par ailleurs, risque de mettre la

personne chercheuse dans une position de vulnérabilité, voire de risque pour sa sécurité — nous reviendrons sur ce point plus tard. Un enjeu majeur dans le travail réflexif sur la positionnalité, et une difficulté que nous avons rencontrée, réside dans la capacité à distinguer l'ensemble de ces éléments personnels, relationnels et contextuels qui interagissent les uns avec les autres.

L'expression artistique nous est apparue comme un excellent moyen de mettre en scène ces interactions subtiles, elle permet aussi de dépasser la dimension intellectuelle de la positionnalité. Nous craignons par ailleurs, que les questions soulevées par la positionnalité se limitant à un processus intellectuel, risquent de reproduire des enjeux de pouvoir. Nous avons constaté au travers de notre processus réflexif que les mots, les termes et les concepts entourant ce sujet sont flous et difficiles à délimiter, ainsi s'orienter vers une démarche non-verbale apparaît essentiel. Les enjeux terminologiques font partie intégrante d'un questionnement sur sa positionnalité, toutefois tenter de définir de manière trop précise ce qu'est la positionnalité risque de manquer de saisir son aspect imperméable. Nous avons donc constaté ici un paradoxe et une tension entre la volonté de délimiter la positionnalité en vue de mieux comprendre son impact sur la recherche et la réalisation de son caractère insaisissable qui ne peut être circonscrit, au risque de manquer des aspects essentiels. C'est une limite conceptuelle

dont il faut avoir conscience, et en même temps, il peut s'agir d'une opportunité de créativité à saisir.



La personne chercheuse s'est inspiré du ruban de Möbius pour exprimer une forme de continuité et d'infinité dans sa perception de la positionnalité. Il n'y a pas de séparation entre les deux côtés du ruban, illustrant ainsi la porosité des limites entre soi et l'Autre.

Déconstruire la dichotomie insider-outsider

La positionnalité n'est pas dichotomique, elle est comprise de zones grises qui s'entremêlent différemment selon les contextes, les situations et les relations. Elle a une composante relationnelle importante : relations à soi (protection) de l'identité et relations aux autres et aux systèmes. La relation aux autres et aux systèmes peut être contraignante et en constante redéfinition (?). La positionnalité est ancrée dans mes communautés d'appartenances qui représentent aussi ceux à qui je suis « accountable ».

(Une personne chercheuse de la CdP sur la positionnalité)

Comme nous avons commencé à l'aborder dans la section précédente, les questions de la position d'*insider* ou d'*outsider* sont à la fois relationnelles et contextuelles. Ces termes soulèvent également des enjeux terminologiques risquant de limiter les réflexions autour de la positionnalité. Au fil de ces conversations, il nous est rapidement apparu que la dichotomie *insider/outsider* posait problème. En effet, d'une part, cet étiquetage semble essentialiser la positionnalité et manque de prendre en compte ses éléments dynamiques, relationnels et contextuels. Par exemple, déclarer être une personne autochtone n'explique en rien sa relation

à la communauté autochtone, ni de l'approche adoptée dans ses recherches, ni son expertise à ce sujet. Il en va de même pour une personne trans, son appartenance à la communauté trans et non-binaires ne garantit pas que la personne adopte une posture anti-oppressive dans ses recherches auprès de ce public. Cela ne documente pas non plus la façon dont la positionnalité est perçue dans différents contextes, ni les impacts que cela pourrait engendrer. Par ailleurs, une telle déclaration, qui place d'emblée la personne dans une position d'*insider*, pourrait lui attribuer une expertise (ou un manque d'expertise) en se basant uniquement sur son identité, tout en négligeant comment cette même personne pourrait également se positionner en tant qu'*outsider* au sein de sa communauté d'appartenance, en raison d'autres aspects de sa positionnalité (par exemple, son appartenance au milieu académique).

Effectivement, la personne chercheuse occupe souvent plusieurs positions sociales qui s'entrecroisent. De plus, les positionnalités sont dynamiques et évoluent avec le temps. On peut alors se demander si une personne blanche, qui travaille et vit en communauté depuis 20 ans, est encore véritablement *outsider*, tandis qu'une personne qui s'identifie comme autochtone, mais qui n'a jamais habité en communauté ou qui n'entretient aucun lien avec celle-ci, serait davantage *insider*. Nous avons donc discuté de la manière dont le terrain peut affecter les personnes

chercheuses, les menant parfois à s'investir complètement dedans voire à adopter une position d'« *insider* adopté » ; une expérience illustrée par les récits de Favret-Saada (1977). Cette dernière s'est laissée absorber par son terrain et a même pris le rôle de désorceuse lorsqu'elle étudiait la sorcellerie dans le bocage. Il semble donc plus pertinent, lorsqu'on aborde la positionnalité, de documenter les relations, les dynamiques, ainsi que les choix méthodologiques et stratégiques en lien avec les environnements dans lesquels on évolue.

Émotions et sentiments au cœur des discussions

Ma monster doll représente la dynamique - on n'a pas de positionnalité sans les autres. On est toujours un peu défini par le regard de l'autre et cela nous place dans différentes positions de pouvoir. Parfois on est plus vulnérable, parfois on est plus « fort », parfois on est invisible, parfois, annulé. Cela mène des émotions mais aussi contribue à nourrir la perception que les autres ont de nous. La positionnalité nécessite une prise de conscience mais en même temps ne devraient pas tout influencer.

(Une personne chercheuse de la CdP sur la positionnalité)

La positionnalité soulève la question de la légitimité et de la crédibilité de la personne chercheuse. Comme nous l'avons précédemment évoqué, sur le terrain, une position perçue comme *insider* peut être un avantage qui facilite la confiance et favorise parfois une certaine légitimité à traiter le sujet. En revanche, une position de personne chercheuse *outsider* peut nuire au sentiment de légitimité et provoquer parfois un sentiment d'imposture. Toutefois, les membres de la CdP ont mentionné que ces remises en question proviennent non seulement de la population avec laquelle la personne chercheuse travaille, mais également du milieu académique, qui contribue de plus en plus à fragiliser cette légitimité. Par exemple, des commentaires critiques émis envers des personnes chercheuses identifiées comme *outsider* par rapport aux populations auprès desquelles elles mènent des recherches. Des critiques émises de la part d'autres personnes considérées comme *outsider* à ces populations, et qui ne mènent pas de recherches auprès de ces dernières.

Étant donné que certaines positionnalités sont plus valorisées que d'autres selon le contexte, les personnes chercheuses peuvent se retrouver dans une position délicate où leur légitimité est mise en doute. D'une part, sur le terrain, lorsqu'elles sont perçues comme n'étant pas concernées par les enjeux étudiés, et d'autre part, dans le milieu

académique, où on leur reproche d'être trop proches de leur objet de recherche. Les membres de la CdP ont ainsi abordé la manière dont le dévoilement de sa positionnalité peut exposer une personne chercheuse à une forme de vulnérabilité. La positionnalité peut donc être perçue à la fois comme une opportunité et comme une perte d'opportunité. Dans certaines situations, on peut choisir de ne pas se dévoiler pour éviter de perdre des opportunités, de se faire discréditer, ou de risquer la discrimination. On navigue dans différents espaces en dévoilant ou non certaines facettes de sa positionnalité en fonction de ces risques. Toutefois, bien que l'on choisisse de ne pas se dévoiler, il arrive que ce choix ne soit pas respecté. Ainsi, des processus d'*outing* non consentis peuvent se produire et la positionnalité d'une personne est révélée par d'autre, sans son consentement, compromettant ainsi son droit à la non-divulgateion. Au cours de nos discussions, nous avons mentionné des situations où l'obligation de déclarer sa positionnalité ou des accusations d'être trop *outsider* ont placé des personnes chercheuses dans des positions inconfortables, où des aspects intimes de leur identité devenaient un objet de débat. L'*outing* non consensuel peut également avoir des répercussions profondes sur le bien-être personnel et professionnel, tout en menaçant la possibilité de poursuivre des recherches dans un environnement sécurisé et respectueux.



La poupée de la personne chercheuse a de multiples visages qui représentent la dimension affective dans les enjeux de positionnalité. Cette dernière impacte la personne chercheuse et la façon dont elle se perçoit.

Ces échanges soulignent l'importance du rôle des émotions dans nos projets de recherche, ainsi que des sentiments, tels que la responsabilité, la légitimité et parfois la culpabilité, qui peuvent résulter de ces positions. Comme mentionné précédemment, la remise en question constante de sa légitimité par les autres (que ce soit dans le milieu académique ou sur le terrain) peut causer chez une personne chercheuse – particulièrement si elle se trouve déjà dans une position de vulnérabilité – des « crises de légitimité ». Parfois, dans ces « crises de légitimité » les personnes chercheuses peuvent remettre en question non

seulement leurs choix de recherche, mais également leur orientation de carrière. En revanche, faire partie d'un groupe considéré comme « privilégié » peut offrir un avantage, permettant de mobiliser ses privilèges pour provoquer du changement et faciliter l'intégration d'autres groupes, ce qui peut générer un sentiment de responsabilité. Toutefois, il existe aussi des inquiétudes, voire un sentiment de culpabilité, à parler au nom d'autrui, à prendre trop de place, ou même à risquer de reproduire, inconsciemment, les relations de pouvoir. Dans ce contexte, la positionnalité peut être utilisée en réponse à ce sentiment de culpabilité, sans véritable réflexion approfondie sur les dynamiques de pouvoir en jeu, ni actions concrètes pour les transformer.

Au-delà des questions de légitimité, la positionnalité a été présentée comme une source potentielle de difficultés émotionnelles pouvant s'apparenter à un mal-être, qui peut entraîner un sentiment de solitude et une charge mentale importante. Alors que le milieu de la recherche scientifique valorise traditionnellement l'objectivité et la neutralité, les affects occupent une place prépondérante dans les enjeux liés aux positions des personnes chercheuses. Comme nous l'avons mentionné plus tôt, le milieu académique et de la recherche peut être un lieu où les débats prennent parfois des extrêmes, allant jusqu'à l'intimidation, voire la violence verbale. Pire encore, certaines personnes chercheuses

rapportent avoir déjà reçu des menaces. La recherche peut également exposer les personnes concernées à des micro-agressions, souvent dues à des maladresses, un manque de sensibilité ou de connaissances de la part de la personne menant l'étude ou rédigeant l'article. Cela peut limiter nos possibilités de lecture ou de choix de sujets afin d'éviter certaines violences. En résumé, les enjeux liés à la positionnalité peuvent exercer une influence significative sur la personne chercheuse.

2) Relation de pouvoir, tension de lutte : le maintien de l'ordre social au cœur des enjeux de positionnalité



Les lignes jaunes collées représentent des filets de pêche, la personne chercheuse illustre ici le fait que tout individu est attaché à une structure. Les lignes oranges sont toutes reliées ensemble, symbolisant l'impossibilité de séparer les diverses dimensions qui influencent la positionnalité.

Vision binaire et statique, limites linguistiques

Délimiter la positionnalité, la naviguer, et déterminer les raisons et les manières de la présenter représentent d'importants défis. Il s'est avéré ardu, voire parfois impossible, de bien saisir les enjeux sous-jacents au problème que peut représenter la positionnalité en recherche. Nous avons posé certaines balises autour du terme, non pas pour le limiter, mais pour nous aider à le problématiser :



*La positionnalité est un concept **construit** (contextualisé), **reconstruit** (évoluant dans le temps) et **coconstruit** (dynamique).*

Ces dernières années, il semble y avoir une réduction des enjeux de positionnalité à des questions identitaires, avec une utilisation du concept comme simple outil de transparence. Nous déplorons que les réflexions autour de ces enjeux se limitent à une simple case à cocher, attachée à une vision binaire et statique de l'identité. Afin de ne pas tomber dans ce piège que pourrait devenir la positionnalité, il est nécessaire de se demander pourquoi ce glissement vers une vision réductrice. Pourquoi et pour qui faisons-nous des déclarations de positionnalité ? Et surtout, qu'est-ce qui existe au-delà du discours sur la positionnalité ?

Légitimer le discours dominant

Cette vision réductrice et binaire semble bien être l'héritage de la pensée dominante et coloniale. Le terme positionnalité est utilisé pour pallier quelque chose de beaucoup plus profond, complexe et difficilement saisissable par un seul mot. En réalité, nous constatons que ce terme est tellement large et inclusif qu'il peut perdre sa capacité à désigner et, par conséquent, à agir. Pire encore, il peut être réutilisé dans une forme de réappropriation visant à changer de direction, ce qui compromet le mouvement de reprise de pouvoir. Comme nous l'avons mentionné plus tôt, présenter son identité (ou seulement certains aspects de celle-ci) ne revient pas à expliquer son approche et ses démarches sur le terrain. En d'autres termes, on met l'accent sur *qui* fait la recherche, mais cela ne permet pas de mettre en lumière *comment* l'étude a été menée, ni les mesures mises en place pour limiter l'impact sur les populations concernées. En quelque sorte, cela efface le contexte et empêche de remettre en question les institutions et les enjeux de pouvoir qui peuvent se mettre en place dans un cadre de recherche. Il existe donc un écart entre le discours sur la positionnalité et son utilisation comme outil méthodologique de recherche et de changement social. Cette dissonance entre le discours et l'action est, en réalité, plus un symptôme qu'une cause du problème de la positionnalité. En effet, derrière cela se pose la question de qui décide des

normes et de la manière de faire la positionnalité. Qui est légitime pour mener des recherches sur tel sujet ? Quelle méthodologie est la plus appropriée ?

Ce que nous avons constaté, c'est que les normes de ce que devrait être la positionnalité varient selon les contextes et évoluent avec le temps, mais ces discussions restent souvent superficielles. Ces normes imposent une posture de légitimité qui limite le pouvoir d'action et risque même de reproduire des inégalités. Par exemple, dans le milieu scientifique, il existe une hiérarchisation des disciplines et des types de méthodologies utilisées. Plusieurs chercheur·se·s en ont discuté dans la CdP : leurs travaux ne sont pas pris au sérieux ni cités, car iels utilisent des méthodes qualitatives. On accorde plus de valeur aux nombres et aux approches quantitatives, qui, de fait, sont perçues comme plus objectives grâce à leur méthodologie. Si elles permettent un plus grand nombre de participant·e·s dans les études, elles sont plus rarement utilisées dans des approches participatives qui visent à mettre en avant, tout au long du processus, le pouvoir d'action des personnes concernées. La notion de participation diffère, bien que rien n'empêche une plus grande participation des personnes concernées dans les méthodes quantitatives. Ce qui nous semble poser problème, c'est surtout qu'une méthodologie est plus valorisée que l'autre et qu'elle est plus utilisée, notamment pour légitimer

le discours dominant. Comme les sciences féministes et les méthodes qualitatives s'efforcent de le souligner, la méthode n'efface pas la présence ni les biais de perception de la personne chercheuse et, par conséquent, son impact sur l'étude. Il n'y a pas de réalité objective, mais une pluralité de savoirs qui permettent de construire la connaissance. Cependant, la possibilité de faire entendre ces différents points de vue semble compromise lorsque l'intention est de légitimer un discours plutôt qu'un autre.

Division des luttes et performativité

En plus de la hiérarchisation des savoirs, nous constatons une forme de compétitivité et de performativité entourant les discours sur la positionnalité. Parfois nommé « Olympiade des oppressions » ou « Hyper-sectionnalité », le cumul d'étiquettes et le processus de nommer toutes nos identités en vue de légitimer son discours peut poser problème. Bien entendu, nous reconnaissons l'importance de rendre visibles les discours des personnes les plus marginalisées. Toutefois, comme nous l'avons déjà discuté, nommer son identité n'explique pas les démarches mises en place pour réduire les oppressions. De plus, si la positionnalité et l'intersectionnalité peuvent permettre de réfléchir aux dynamiques de pouvoir au sein des communautés, elles peuvent aussi renforcer un sentiment de division. Il y a ici un risque de basculement des luttes collectives ou systémiques vers des luttes individuelles. Cette

division empêche l'émergence d'une convergence des luttes et instaure une forme de compétition entre les personnes vivant des oppressions. Les luttes qui nous concernent deviennent prioritaires, et les espaces d'alliance et de solidarité peinent à se faire une place.

Une fois de plus, ces enjeux sont davantage des symptômes que des causes, d'un système visant à « diviser pour mieux régner » et maintenir l'ordre social. Plutôt que de s'attaquer à un « Chef ennemi » commun, on s'en prend à des ennemis indirects, qui sont potentiellement eux aussi impactés par les oppressions systémiques. Comme nous l'avons mentionné plus tôt, le contexte joue un rôle important dans le processus de positionnalité. Or, le milieu de la recherche universitaire est fondé sur un modèle colonial et de suprématie blanche. En conséquence, dans son essence même, la compétition et la performance sont des fondations solides d'une institution qui perpétue des inégalités. Cela nous pousse même à nous demander : est-il possible de créer du changement dans et à travers cette institution coloniale ? La positionnalité, en tant que moteur de changement des inégalités sociales, est-elle utopique ? Un certain découragement a traversé les membres de notre CdP au cours des dernières séances. Plus nous avons creusé dans les causes du problème, plus il nous est apparu insurmontable. Toutefois, malgré ces barrières structurelles qui nous épuisent, il existe bien des moyens d'y

résister individuellement et surtout, collectivement.

3) Du discours à l'action : pistes de solutions pour dépasser les enjeux de positionnalité en recherche

Se connaître, reconnaître et agir

Sortir de la dichotomie insider-outsider mais aussi de la dichotomie visible/invisible, c'est à dire, rendre l'invisible visible comme première étape d'action.

Il s'agit aussi de préciser les éléments du système qui constituent un défi pour revendiquer sa positionnalité, donc les identifier et en prendre connaissance pour -> prise de conscience-> action.

Sortir du verbalisme (à un certain moment).

Prise de conscience des privilèges.

(Une personne chercheuse de la CdP sur la positionnalité)

Les discussions sur les racines du problème que peut représenter la positionnalité nous ont progressivement, et parfois simultanément, emmenés vers des pistes de solutions. Au terme de nos réflexions, comme d'autres chercheur·se·s l'ont suggéré avant nous, nous remettons en question l'utilité de la dichotomie *insider vs outsider*, car elle ne rend pas compte des nuances

contextuelles et des positions intermédiaires complexes. Toutefois, il nous apparaît primordial d'entreprendre un processus réflexif pour (re)connaître les diverses positions de pouvoir que l'on peut occuper, en tenant compte du contexte et des dynamiques relationnelles. Il s'agit donc de prendre conscience de comment mes positionnalités influencent la relation et d'entrer également dans cette relation. En d'autres termes, le processus réflexif est un premier pas nécessaire, mais cet exercice semble grandement limité s'il est effectué seul. D'une part, il est essentiel de réaliser ce processus réflexif avec les personnes concernées par le projet de recherche (par exemple : un comité de consultation mené par des personnes concernées). D'autre part, il semble également bénéfique d'effectuer une réflexion collective, avec des membres de l'équipe de recherche ou des personnes travaillant dans d'autres disciplines (par exemple : la CdP, incluant divers profils de chercheur·se·s). Cette première étape peut permettre d'anticiper les biais et de limiter la reproduction des dynamiques de pouvoir. Cela étant dit, il ne s'agit pas d'une finalité, mais bien d'un processus continu, à réaliser tout au long des différents moments de la recherche, du début (conception) à la fin (diffusion des résultats) de l'étude. La positionnalité devrait soutenir une approche visant une conscience critique socio-politique qui ne se limite pas à une simple documentation des réflexions, mais qui intègre

également les actions mises en place. Ce processus concerne les chercheur·se·s de toutes les disciplines et approches méthodologiques ; aucune posture ou méthode ne prévient des risques possibles de biais de confirmation. Cela implique donc une reconnaissance de la pluralité des savoirs, une posture d'humilité et de curiosité de la part de la personne chercheuse, ainsi qu'une transparence sur la manière dont elle a anticipé et agi sur les biais et enjeux de pouvoir au cours de sa recherche. Il s'agit clairement d'un processus long et en contradiction avec les exigences imposées par les rythmes de travail universitaire et la notion de performativité que nous avons mentionnée précédemment

Sortir du discours de la positionnalité

Au cours de nos discussions, nous avons fait le même constat que d'autres chercheur·se·s : les déclarations de positionnalité peuvent poser problème si elles restent dans le domaine du discours. De manière similaire à ce que l'on peut observer dans les déclarations territoriales, il semble y avoir un effet de mode dont l'intention derrière n'est pas toujours claire. Le discours peut répondre à une envie de se déculpabiliser, car la recherche a longtemps été menée exclusivement du point de vue dominant, en excluant la participation des personnes marginalisées. Cependant, une déclaration de positionnalité peut créer une illusion d'action, donnant l'impression qu'à travers la reconnaissance et la transparence,

on a agi sur le problème. Si cette positionnalité du discours est de plus en plus valorisée dans certains milieux institutionnels, ce n'est malheureusement que rarement en concordance avec des changements visant à déconstruire les dynamiques de pouvoir.

Ce que nous défendons ici, c'est une positionnalité mobilisatrice, qui vise réellement le changement et favorise la participation des personnes concernées tout en soutenant la résolution des problèmes rencontrés. La personne chercheuse, dans son processus réflexif, peut alors se demander : « Dans quel type de positionnalité je me situe actuellement ? Suis-je dans le discours ou dans la mobilisation ? ». Par ailleurs, la positionnalité est un outil, mais elle n'est pas la solution aux problèmes liés aux enjeux de pouvoir ; comme tout instrument, elle a ses limites. Nous invitons les chercheur·se·s à aller plus loin que le verbalisme, tant dans leur processus réflexif et d'analyse des enjeux de positionnalité que dans les modalités de participation proposées aux personnes concernées par l'étude. La positionnalité est un outil parmi d'autres et peut être utilisée avec d'autres stratégies, que nous aborderons dans la section suivante.

Stratégies d'adaptation et de résistance

Nous avons largement abordé la question de la posture de la personne chercheuse et de son agentivité, que l'on entend ici comme sa capacité

d'agir sur elle-même, sur les autres personnes concernées par la recherche et, plus largement, sur la société. Nous sommes toutefois confronté·e·s à de nombreuses barrières systémiques qui limitent grandement nos possibilités d'action. L'idéal de ce que nous souhaiterions mettre en place pour répondre aux enjeux de positionnalité est également conditionné, ou du moins confronté, à une structure solide qui, à chaque mouvement de résistance, trouve un moyen de l'anéantir ou de le réutiliser. Malgré cela, nous ne sommes pas sans pouvoir d'action. Nous avons partagé des stratégies que nous avons tentées de mettre en place pour contourner les barrières rencontrées. Parfois, nous avons adopté des stratégies d'adaptation pour nous intégrer dans le système, en nous conformant à certaines règles afin de ne pas en être éjecté·e·s ou discrédité·e·s. Cela peut passer par l'utilisation du langage ou des formats valorisés par le système dominant, comme faire des études avec des méthodes quantitatives pour démontrer l'efficacité d'un projet (et obtenir des financements) avant de mener l'étude avec des méthodes qualitatives.

Connaître ses privilèges et utiliser sa position au service des communautés marginalisées pour créer des alliances au sein des institutions est aussi une voie que nous avons explorée. L'alliance peut aussi prendre la forme de soutien, comme prendre plus de responsabilités sur soi-même, s'entraider, car tout le monde n'a pas les mêmes compétences.

Il peut aussi s'agir de parler le même langage que l'institution, de faire des compromis avec nos valeurs qui, à terme, bénéficient aux populations concernées. Développer des changements subtils au sein des institutions, qui, petit à petit, créent de plus grands changements, demande une certaine souplesse, moins propice à la radicalité. Toutefois, ces stratégies comportent des risques, notamment la dissonance, surtout lorsque nous faisons des concessions sur nos valeurs, mais aussi la possibilité de nourrir le système.

Il a également été mentionné la possibilité d'utiliser sa position de pouvoir pour côtoyer et sensibiliser les membres du système dominant afin de les amener à s'intéresser à des causes qui ne les concernent pas directement. Ici, le diagnostic et l'analyse des positions de pouvoir permettent de mieux comprendre notre pouvoir d'agir et non pas seulement nos privilèges. Parfois, cela passe par des stratégies d'adaptation identitaires, comme savoir ce que l'on va mettre de l'avant dans telle situation.

Cependant, dans des milieux auprès des populations marginalisées, nous avons plutôt discuté de stratégies qui adoptent une forme de pédagogie critique. Nous partons du principe que les personnes ont la connaissance et les moyens d'agir, et que la personne chercheuse est un soutien à la réflexion et à la mise en action. Ces stratégies mériteraient que ce processus ne se limite pas à un niveau individuel, mais qu'il soit également une

réflexion commune et collective. Par ailleurs, l'adaptation constante, ainsi que la gymnastique intellectuelle et émotionnelle, peuvent être sources de fatigue. Nous partageons cette lourdeur au sein de cette CdP, et dans cet espace, nous avons également trouvé un ressourcement. Il semble essentiel de favoriser ce type de pratique.

Reconnaissance des luttes et mobilisation collective

Une énorme limite dans les enjeux de positionnalité, et c'est le point de départ de notre CdP, est que cette question est souvent traitée sur une base individuelle. Ce qui est régulièrement revenu dans nos conversations, c'est que non seulement cela risque de biaiser le processus réflexif sur ses propres positions, mais que cela renforce également une forme d'individualisation des luttes. Toutefois, cette faille peut devenir une force si nous nous en emparons. Nous souhaitons amener une réflexion ici sur ce que nous avons en commun, plutôt que sur ce qui nous différencie. L'idée ici n'est pas de nier qu'il existe des différences entre les expériences des individus et les diverses luttes, mais plutôt de résister à cette tendance à la division qui freine une reprise de pouvoir collective. Ce processus passe par une importante étape de lutte de reconnaissance (comme le propose Honneth). Il faut faire attention au manque ou au déni de reconnaissance et soutenir les luttes autres que les nôtres.

Lorsque nous séparons les luttes, nous ne percevons plus ce que nous avons en commun et nous ne discernons pas les liens avec nos propres intérêts. Or, les enjeux peuvent toucher tout le monde, et il est essentiel de comprendre ces liens et que chacun·e réapproprie les luttes et s'engage dans d'autres combats. Se rassembler et mettre en commun permet d'aller aux sources des problèmes sociaux et de trouver les causes « racines » de ces oppressions, plutôt que de tenter de les hiérarchiser. Nous pourrions, par exemple, travailler sur une thématique commune comme l'autonomie corporelle et l'aborder dans une perspective plus globale, en nous posant la question : comment ce sujet peut-il toucher d'autres luttes ? Cela permettrait d'établir des liens, d'amener les discussions pour reconnaître d'autres luttes et éviter de les invisibiliser.

Au fil des conversations, il est apparu évident que la mise en place d'espaces de partage de réflexions communes est déjà un acte de résistance en soi. En effet, ce type d'action dans le cadre universitaire est plutôt rare. Dans notre cas, ce projet a pu voir le jour grâce à l'initiative de chercheur·se·s déjà engagé·e·s et au soutien financier du CRI-JaDE, une structure intra-universitaire poursuivant trois objectifs, dont celui du changement institutionnel. Il y a un besoin crucial de financer davantage ce genre d'activité, qui demande cependant d'aller à contre-courant des normes imposées par le rythme universitaire. Les discussions autour de la

positionnalité doivent, bien évidemment, sortir d'un cadre exclusivement universitaire. Nous souhaitons, dans cette dernière partie, partager la mise en commun de nos réflexions avec les organismes partenaires qui travaillent et collaborent sur des projets de recherche.

Demi-journée de partage avec les organismes partenaires

Les discussions lors de la journée de partage ont soulevé de nombreuses questions sur les enjeux de la positionnalité en recherche. Certains thèmes sont particulièrement ressortis et ont été récurrents dans les conversations sur les enjeux de positionnalité dans chacun des groupes. Nous les avons réunis en quatre grandes thématiques : le risque de biais et de préjugés, la remise en question de la crédibilité/légitimité, le réductionnisme identitaire et le tokénisme, les pistes de solutions pour contrebalancer les enjeux de pouvoir.

Les risques de biais et de préjugés

Parfois, la recherche part d'a priori concernant les besoins des personnes concernées par l'étude, dans l'intention d'apporter des solutions visant à améliorer leur bien-être. Bien que cela puisse découler d'une intention positive de soutenir des populations vulnérabilisées, les chercheur·se·s ne sont pas exempts de représentations biaisées. L'importance de reconnaître ses biais est de plus en plus mise de l'avant, toutefois, les enjeux de

positionnalité sont parfois considérés comme secondaires, et il est souvent nécessaire de convaincre les autres de leur pertinence. Or, ces enjeux soulèvent des questions cruciales concernant les intentions de la personne chercheuse, les relations de pouvoir et leur prise en compte dans l'étude. Ces éléments influencent grandement le processus de recherche ainsi que ses retombées pour les personnes concernées, qui peuvent, au final, ne pas correspondre à leurs besoins, ne pas y répondre de manière adaptée, et pire encore, leur causer du tort.

Par ailleurs, les échanges ont porté sur le fait que les biais ne se limitent pas aux chercheur·se·s, mais concernent également l'ensemble de l'écosystème entourant une personne et peuvent influencer les interactions avec celle-ci. Par exemple, les intervenant·e·s ou le personnel médical peuvent présumer de la (non)capacité d'une personne ayant un handicap à comprendre un sujet ou à participer à une activité. Cela a été évoqué également dans le contexte d'immigration et d'apprentissage d'une langue. Ainsi, les personnes adaptent leurs propositions aux individus et en même temps peuvent restreindre les véritables capacités de ces individus en limitant leur possibilité de participation.

Certaines positions peuvent faciliter la compréhension des enjeux, tandis que d'autres risquent de créer des angles morts. Les discussions ont notamment porté sur les croyances relatives

aux capacités de l'autre à comprendre un sujet et à être en mesure d'agir sur sa situation. Les personnes en situation de handicap, les personnes migrantes et parfois en apprentissage d'une nouvelle langue, ainsi que celles issues de milieux défavorisés, sont régulièrement perçues à travers des préjugés négatifs. En raison d'un manque d'informations, de la méconnaissance des biais culturels et du capacitisme, les interactions peuvent restreindre le potentiel réel des individus à s'exprimer sur des sujets les concernant. La recherche participe à la construction des catégories "nous" et "eux", et les chercheur·se·s peuvent, si leurs biais ne sont pas pris en compte, renforcer des représentations négatives. Par exemple, un chercheur blanc pourrait, à travers sa recherche, reproduire des stéréotypes racistes. Au-delà des stéréotypes, les biais culturels concernent également des questions d'éducation et de signification, qui peuvent varier considérablement d'une culture à l'autre selon les cultures. Ainsi, un mot ou une pratique peut avoir une signification totalement différente selon la culture d'origine. La question des biais et des préjugés au-delà d'influencer la manière d'interpréter et d'interagir avec l'autre peut également jouer un rôle sur la crédibilité que l'on accorde à la personne qui présente des résultats de recherche. Par exemple, le fait de parler dans une langue que l'on ne maîtrise pas peut amener à ne pas être écouté·e ou pris·e au sérieux.

La remise en question de la légitimité /crédibilité

Les organismes communautaires rapportent à la fois des enjeux de légitimité et de crédibilité dans le domaine de la recherche. Bien qu'ils suivent des protocoles rigoureux, les organismes communautaires peuvent être accusés de biais en raison de leur position « *insider* ». En effet, la recherche communautaire ne bénéficie pas toujours du même crédit que la recherche académique, souvent perçue comme plus « objective ». De plus, nous avons également abordé le fait que le grand public ne saisit pas toujours la manière dont se déroule la recherche, ce qui peut rendre difficile l'évaluation de la légitimité des travaux.

Les enjeux de crédibilité concernent aussi les chercheur·se·s universitaires. En effet, la question du militantisme, notamment dans les recherches qui portent sur des idées dites « progressistes », peut susciter des jugements variés, positifs ou négatifs. Il y a un mouvement de « chasse aux personnes *woke* » dans lequel, un engagement envers une cause sociale peut être perçu comme un biais par rapport à la recherche. Autrement dit, l'intention des chercheur·se·s de remettre en question les normes sociales dominantes et d'apporter un changement est souvent pointée pour discréditer leur travail, perçu alors comme moins objectif. Les chercheur·se·s peuvent ainsi être accusé·e·s d'être trop engagé·e·s par rapport à leur

sujet, et de défendre des intérêts personnels. Or, cette utilisation de la positionnalité pour légitimer ou discréditer une personne chercheuse n'est pas équitable. En effet, les personnes qui portent un discours dominant ou défendent un statu quo ont aussi une positionnalité qui, elle, n'est jamais questionnée.

Le discours sur la positionnalité suggère qu'une personne ayant une position déterminée serait forcément biaisée, tandis qu'une autre, prétendument neutre, serait perçue comme plus légitime. Pourtant, il arrive que des personnes soient invitées à débattre sur un sujet sans avoir d'expertise en recherche, et que ces personnes soutiennent des causes allant à l'encontre des droits fondamentaux de certaines populations. Si leurs discours s'alignent avec les normes sociales dominantes, leurs positionnalités sont « invisibilisées » et ainsi, jamais remises en question.

Ce phénomène reflète une longue histoire de la recherche positiviste, ethnocentrique et coloniale, qui crée une forme d'injustice dans la manière de déterminer ce qui est ou non une position biaisée. De plus, les organismes communautaires déplorent la sous-évaluation des savoirs expérientiels. La position « *insider* » présente de nombreux avantages en recherche, notamment une compréhension approfondie des enjeux vécus par les populations étudiées. Bien entendu, comme pour toute forme de connaissance, cette

perspective comporte des limites. Toutefois, la reconnaissance de ces savoirs n'est pas équitablement partagée au sein du milieu de la recherche.

Les questions relatives à la légitimité, tant en recherche qu'en contexte d'intervention, sont complexes. Les organismes signalent également des difficultés liées aux intersections de différentes positions. Par exemple, des organismes qui intègrent de nouvelles perspectives, telles que les normes de genre et les enjeux liés à la transition, des domaines dans lesquels ils ont moins d'expertise, peuvent éprouver un sentiment de non-légitimité. De plus, cet élargissement de leur champ d'action peut être perçu négativement, comme une simple quête de financement plutôt que comme une véritable volonté de s'engager sur ces sujets. Cela a pour effet de renforcer le sentiment d'illégitimité à aborder ces questions et suscite la crainte de parler au nom des autres. Cette réflexion sur la prise de parole a également amené les différents groupes à aborder les enjeux actuels de la positionnalité. Ainsi, les questionnements qui ont traversé ces groupes sont les suivants : qui parle pour qui ? Pourquoi et comment ? Et en quoi cela peut-il poser problème ?

Réductionnisme identitaire, tokénisme et vulnérabilité

Ces dernières années, nous avons observé un intérêt croissant pour les enjeux d'Équité, Diversité et Inclusion (ÉDI), tant dans la mise en

place de mesures au sein des institutions que dans les demandes de subventions. Cette évolution s'accompagne d'une volonté de donner une plus grande visibilité et une place plus importante aux groupes dits marginalisés. Bien que l'engagement en faveur d'un changement social plus équitable et inclusif soit salué, la démarche pour y parvenir est largement questionnée. En effet, les mesures semblent parfois davantage relever d'un effet de mode que d'une réflexion profonde sur les enjeux ÉDI et sur l'impact des intersections.

Ce phénomène est également associé au terme « tokénisme », qui a été évoqué dans tous les groupes de discussion. Par exemple, la question des quotas et des cases à cocher pour répondre aux critères d'une subvention. Ces démarches peuvent parfois obliger les individus à se « dévoiler » eux-mêmes ou à « dévoiler » les autres, créant ainsi une forme de *coming-out* forcé, prétendument sur une base volontaire. Parfois, des personnes déclarent que leur équipe de recherche est diversifiée parce qu'une personne trans y participe, alors que cette information n'était pas destinée à être rendue publique.

Dans d'autres cas, nous avons discuté du problème lié au fait de réduire son identité à un seul aspect pour obtenir une certaine crédibilité ou légitimité sur des sujets précis, tout en sachant que cela peut en même temps causer des problèmes et enfermer l'individu dans une identité unique. Nous avons comparé ce phénomène à une forme d'« auto-

cannibalisme ». Il y a ici à la fois une réduction de l'identité à un seul aspect, et une essentialisation de cette identité. Or, l'identité n'est pas figée ; elle est dynamique et peut aussi être attribuée par l'autre. Au sein même d'une catégorie, il existe une diversité de vécus et de nuances qui échappent à la réduction à un seul terme.

De plus, certain·e·s ont soulevé les enjeux liés au « passing », par exemple le fait d'être perçu·e comme une personne cisgenre alors que l'on est une personne trans. Cela peut entraîner à la fois des privilèges et des difficultés associées à l'identité attribuée en fonction du « passing ». Il existe également des associations parfois erronées, comme celle qui consiste à attribuer un parcours migratoire à une personne racisée, simplement en raison de son appartenance présumée à une catégorie raciale.

La révélation de soi, que ce soit par le *coming-out* ou le *outing*, n'est ni anodine ni égalitaire. En effet, il ne s'agit pas d'un simple processus informatif sans conséquences pour la personne concernée. Dans un contexte où certaines personnes sont stigmatisées par la société et parfois même menacées par le contexte politique et social, imposer ce genre de dévoilement pose problème. Se déclarer appartenir à un groupe est un processus qui peut être vulnérabilisant et qui peut également affecter la crédibilité qui nous est accordée. Par exemple, la parole d'une personne consommatrice

de produits psychoactifs peut être perçue différemment.

Cela nous amène à un autre point sous-jacent aux enjeux de positionnalité, et pourtant essentiel : la question de la relation et de la place de l'affectivité dans la recherche. En effet, les discussions ont porté notamment sur l'empathie et la prise en compte des aspects émotionnels pouvant affecter une personne participant à une recherche. Par exemple, lorsqu'une personne participe à une étude et répond à des questions sur un sujet sensible (son coming-out, violence, etc.), les réponses peuvent susciter des émotions ou un moment de vulnérabilité pour la personne répondante et également pour la personne chercheuse qui reçoit les informations. Le processus de recherche n'est pas une simple collecte d'informations, surtout lorsque les sujets abordent des questions d'inégalités sociales auprès de populations marginalisées. La position de la personne chercheuse et sa sensibilité à l'égard des éléments affectifs jouent un rôle clé dans l'impact du processus de recherche sur les personnes concernées.

Il faut également tenir compte du fait que les positionnalités ne sont pas toutes stigmatisées de manière égale, notamment en ce qui concerne les questions liées à la criminalité, qui varient également d'un pays à l'autre. Certains sujets sont plus tabous que d'autres, ce qui engendre davantage de risques ou de craintes associées au

fait de se dévoiler. Cette crainte est aussi liée au fait que, lors d'un *coming-out*, la crédibilité, mais aussi le comportement, peuvent changer en fonction de l'information partagée. Par exemple, la perception et la manière de s'adresser à une personne psychiatisée peuvent évoluer après un dévoilement.

D'autres enjeux ont été soulevés, notamment en lien avec les quotas et les critères concernant l'implication des personnes concernées par les enjeux ÉDI. D'abord, impliquer ces personnes et remplir des cases à cocher ne garantit en rien que les rapports de pouvoir soient correctement questionnés et que les démarches mises en place soient réellement adaptées. De plus, ce sont souvent les personnes déjà vulnérabilisées qui sont contraintes de se dévoiler. Par exemple, dans le cadre d'une demande de subvention, les personnes transgenres doivent déclarer leur identité, tandis que les personnes cisgenres n'ont pas à le faire. Bien qu'il s'agisse d'un dévoilement sur une base prétendument volontaire, les personnes dont l'expertise repose sur un savoir expérientiel se voient souvent contraintes de se révéler.

Finalement, les critères des subventions répondent uniquement de manière superficielle aux enjeux sans pour autant modifier véritablement les pratiques qui perpétuent les dynamiques de pouvoir existantes.

Pistes de solutions pour contrebalancer les enjeux de pouvoir

Les discussions autour des enjeux de positionnalité ont simultanément et progressivement conduit à l'émergence de pistes de solutions. Bien que l'objectif de l'exercice ne portait pas spécifiquement sur cette question (en raison du manque de temps), ce sujet est néanmoins apparu dans les trois groupes de discussion. La positionnalité reflète parfois, voire reproduit, les rapports de pouvoir, alors qu'elle devrait idéalement contribuer à rétablir un équilibre face à ce déséquilibre de pouvoir. Comment alors, reconnaître ses propres positions de pouvoir et les contrebalancer dans un contexte de recherche ?

Un point fréquemment mentionné est que les chercheur·se·s, qu'ils travaillent seul·e·s ou en collaboration avec des organismes, souhaitent « donner une voix » aux populations. Dans cette optique, la conscience de ses privilèges permet de soutenir et de faire entendre les besoins de ces personnes. La positionnalité devient ainsi un outil pour équilibrer ces enjeux de pouvoir. Cependant, parler au nom des personnes concernées risque de reproduire un système inégalitaire où la parole des individus en position « dominante » est davantage représentée. Il est donc essentiel de prendre conscience de son « capital politique » et de l'utiliser judicieusement, non seulement pour donner une voix, mais aussi pour ouvrir la voie aux populations qui ne bénéficient pas du même

capital. L'usage des privilèges pour soutenir ces populations constitue une avenue intéressante, mais elle nécessite une réflexion approfondie sur la manière de procéder. Bien entendu, la reconnaissance de ses privilèges implique un travail réflexif sur la prise de conscience de nos biais et de nos angles morts en lien avec le sujet de recherche.

La posture de la personne chercheuse face à ces enjeux représente l'une des pistes permettant de réduire les risques de reproduction des dynamiques de pouvoir. Ce questionnement passe par une réflexion sur les intentions vis-à-vis de la recherche, afin notamment d'éviter des approches paternalistes. Une posture d'humilité et d'ouverture à l'information a été évoquée. La personne chercheuse doit adopter un processus de recherche aussi large et inclusif que possible, en gardant à l'esprit qu'aucune connaissance n'est acquise d'avance. Parallèlement, la nécessité d'une sensibilité culturelle a été soulignée : certains discours, en particulier dans le cadre de la socialisation migrante, peuvent revêtir des significations complètement différentes en fonction de l'interlocuteur·e.

Les positions dites « *outsider* » ou privilégiées peuvent parfois engendrer un sentiment d'imposture ou d'inconfort. Lorsqu'on n'est pas directement concerné·e par un sujet de recherche, un sentiment de malaise peut émerger. Il est donc crucial d'explorer cet inconfort, de l'accueillir et

de le normaliser. En effet, ces tensions entre les positions de privilège invitent à adopter une posture d'humilité. L'inconfort est une composante nécessaire du processus. Il semble pertinent de l'explorer plutôt que de l'éviter ou de le taire, car, parfois, il peut même devenir une force : la personne chercheuse sera alors davantage à l'écoute et plus vigilante à ne pas faire de raccourcis.

Ces pistes de réflexion sont intéressantes, mais elles nécessitent d'être collectivement approfondies pour en exploiter tout le potentiel. Les enjeux d'intersectionnalité sont complexes, et chaque organisme ou chercheur·se possède des limites en termes de connaissances et d'expertise. Les espaces de travail collaboratif permettent d'élargir nos perspectives, de les confronter et de nous soutenir mutuellement. Il semble essentiel de rassembler les personnes et de faciliter les contacts pour que chacun·e puisse se reconnaître et accéder à la plus large représentation possible. Par exemple, il peut s'agir d'embaucher ou d'impliquer une personne racisée et *queer* dans un organisme qui soutient les enjeux liés à l'immigration.

Les stratégies évoquées plus tôt devraient également être discutées avec des personnes n'ayant pas les mêmes privilèges, afin d'assurer la cohérence des actions menées. Il est également crucial de favoriser la collaboration entre la recherche académique et la recherche

communautaire, cette dernière devant être davantage valorisée. De plus, il est nécessaire de repenser les politiques d'ÉDI et d'aborder les enjeux liés à la bureaucratisation de la positionnalité qui posent problème. Il faut veiller à ce que les démarches soient réflexives et critiques afin qu'elles visent réellement à contrebalancer les rapports de pouvoir, sans se limiter à des formes de tokénisme qui ne permettent pas une véritable implication des personnes concernées.

Conclusion

Cette demi-journée de partage entre organismes partenaires et chercheur·se·s a permis d'approfondir les réflexions de la CdP. Les organismes et les chercheur·se·s peuvent se retrouver confrontés à des enjeux communs concernant la positionnalité, tels que les accusations de biais activistes ou d'intérêt personnel. Nous observons des problématiques similaires dans la mise en place des mesures ÉDI et de leurs indicateurs, qui prennent souvent la forme d'un tokénisme plutôt que de conduire à un véritable changement systémique.

Des deux côtés, que ce soit les chercheur·se·s académiques ou communautaires, on s'efforce de démêler la complexité des enjeux de positionnalité. Toutefois, les organismes communautaires qui mènent des recherches semblent être particulièrement touchés par ces questions. En effet, nous constatons un manque de

crédibilité et une absence de reconnaissance de la légitimité des recherches proches du terrain et de leur sujet. La recherche communautaire suscite davantage de questionnements quant à sa qualité scientifique.

Ce manque de reconnaissance renvoie également à la question de la hiérarchisation des savoirs, abordée plus tôt dans le rapport, où les savoirs expérientiels sont souvent dévalorisés. De plus, les organismes communautaires rencontrent des enjeux spécifiques qui mériteraient d'être davantage explorés, tels que les positionnalités des organismes eux-mêmes. Dans ce cas, le terme positionnalité s'entend dans son sens affirmé (revendiqué par l'organisme) ainsi que dans son sens attribué (la positionnalité que l'on nous assigne sans qu'elle soit choisie).

Il nous semble donc essentiel de trouver des moyens de tisser des liens entre les différentes communautés de recherche et de promouvoir une reconnaissance équitable et inclusive des savoirs en recherche. La diversité des connaissances est une richesse qui peut soutenir le développement de pratiques de recherche favorisant le rééquilibrage des enjeux de pouvoir et surtout, une reprise du pouvoir des personnes concernées.

Conclusion

Au terme de nos réflexions collectives sur les enjeux de la positionnalité en recherche, il apparaît clairement que cette question va bien au-delà d'un

simple exercice de transparence ou d'identification des privilèges. Elle touche aux fondements mêmes des dynamiques de pouvoir et des rapports sociaux qui traversent l'espace académique et communautaire, ainsi que les terrains de recherche. Les défis soulevés par la positionnalité, qu'il s'agisse de la légitimité des chercheur·se·s, de l'impact des identités sur la méthodologie ou des tensions entre les luttes individuelles et collectives, nécessitent une approche complexe et nuancée.

Nous proposons ainsi plusieurs pistes de solutions pour minimiser les effets délétères de ces enjeux tout en favorisant une utilisation constructive et émancipatrice de la positionnalité en recherche.

Favoriser un processus réflexif continu et collectif

La positionnalité ne doit pas se limiter à un processus réflexif individuel mais plutôt être envisagée comme un exercice critique et systémique. Dans cette démarche, elle doit être perçue comme une réflexion en constante évolution, prenant en compte l'influence du temps, des expériences et des questionnements, le tout dans un contexte socialement situé (Boveda & Annamma, 2023). L'analyse critique des problèmes est par ailleurs un des fondements des approches anti-oppressives (Pullen Sansfaçon, 2013). Cette démarche réflexive peut également s'inspirer des approches de pédagogie critique dans lesquelles l'on questionne le « quoi », et plus particulièrement le « pourquoi » (Pullen

Sansfaçon et Ward, 2017). Il est essentiel que les chercheur·se·s engagent une réflexion partagée avec les populations concernées par leurs études. Cela peut passer notamment par la mise en place de comités de consultation ou de groupes de réflexion qui intègrent les perspectives des personnes directement impliquées dans la recherche. Ce processus doit être mené tout au long du projet, de la conception à la diffusion des résultats, afin d'identifier et d'anticiper les biais potentiels, tout en restant attentif aux dynamiques de pouvoir qui se manifestent à chaque étape. Par ailleurs, les réflexions sur la positionnalité gagneraient à inclure davantage les perspectives de recherche menées en dehors des cadres académiques, telles que la recherche communautaire. Il semble y avoir une lacune à ce sujet dans les publications, ce qui rend le portrait de ces enjeux systémiques incomplet.

Distinguer le discours de la mobilisation

La déclaration de positionnalité, bien qu'essentielle pour mettre en évidence les enjeux de pouvoir sous-jacents, ne doit pas se limiter à une simple case à cocher, plutôt à un véritable objet de réflexion critique. Sinon, elle risque de devenir une simple déclaration non-performative (Ahmed, 2006), contribuant ainsi au maintien du système existant. Il est impératif de traduire cette prise de conscience en actions concrètes. Les chercheur·se·s doivent veiller à ce que leurs engagements soient véritablement mobilisateurs,

en facilitant la participation active des personnes concernées et en soutenant des démarches qui visent une transformation réelle des structures de pouvoir, tant dans le cadre de la recherche qu'au-delà. De plus, il est fondamental de ne pas réduire ce processus au domaine du discours. Ouvrir un maximum de possibilités d'expression en dehors du verbal pourrait faciliter la participation et limiter les dynamiques de pouvoir avec les populations marginalisées (Kamlongera, 2023). Les enjeux de positionnalité identifiés dans cette réflexion collective soulèvent également des problèmes concernant les subventions et les politiques ÉDI. Il nous semble essentiel de promouvoir la visibilité des personnes marginalisées, dont les voix ont trop souvent été absentes des discours à leur sujet. Leur inclusion dans le processus de recherche et dans la constitution des équipes de recherche est également indispensable. Cependant, certaines problématiques demeurent dans ces tentatives d'inclusion, qui manquent encore parfois d'une réflexion approfondie sur une positionnalité réellement mobilisatrice. La question des quotas et des déclarations volontaires obligeant indirectement les personnes à se dévoiler et les place dans une position de vulnérabilité, voire de danger. Bien que les objectifs des subventions et des politiques ÉDI soient à saluer, leur mise en œuvre nécessiterait d'impliquer davantage les personnes concernées, afin d'anticiper les effets

potentiellement néfastes et d'éviter ainsi de reproduire des oppressions et des inégalités.

Repenser les méthodologies et la hiérarchisation des savoirs

Il est nécessaire de déconstruire les hiérarchies disciplinaires et méthodologiques qui valorisent certaines approches au détriment d'autres (Haraway, 2013). En particulier, les méthodes qualitatives, souvent perçues comme moins « objectives » que les méthodes quantitatives, doivent être reconnues pour leur capacité à rendre visibles les dynamiques de pouvoir et à donner une voix aux populations marginalisées. Les normes imposées par le milieu scientifique semblent avoir un impact d'autant plus marqué sur la recherche communautaire. La proximité avec le terrain de recherche tend encore aujourd'hui à être dévalorisée, et les résultats obtenus sont souvent remis en question quant à leur crédibilité. Par ailleurs, il existe un important manque de reconnaissance des savoirs expérientiels. Cette hiérarchisation des savoirs, la discréditation de la prise de parole, ainsi que la non-reconnaissance de certains individus, groupes ou organismes ayant une position sociale « minoritaire », font écho au concept d'injustice épistémique (Fricker, 2007). Pour se défaire des enjeux de positionnalité, les personnes chercheuses, et plus particulièrement, les institutions scientifiques doivent reconnaître et valoriser la pluralité des savoirs.

Cultiver des alliances et une solidarité inter-luttes

Afin d'éviter une division des luttes, il est crucial de mettre l'accent sur ce qui nous unit plutôt que sur ce qui nous divise. La positionnalité, loin de renforcer une compétition entre les luttes, devrait servir à renforcer les solidarités. L'établissement de liens entre différentes causes – par exemple, entre les luttes pour l'autonomie corporelle et d'autres revendications sociales – est une démarche qui permet de saisir les racines communes des oppressions systémiques. Cette approche ouvre la voie à une convergence des luttes, où la reconnaissance mutuelle des enjeux devient un moteur d'action collective. Cette mobilisation passe aussi par une plus grande collaboration entre le milieu de la recherche académique et le milieu de la recherche communautaire.

Soutenir des espaces de réflexion collective au sein et en dehors des institutions universitaires

Enfin, les institutions académiques doivent offrir plus d'espaces de réflexion collective sur ces enjeux, loin des logiques de compétitivité et de performance qui les structurent aujourd'hui. Ces espaces peuvent prendre la forme de groupes de travail, de conférences ou d'initiatives soutenues par des financements institutionnels dédiés à la transformation sociale. Il est essentiel de sortir des cadres rigides imposés par les rythmes

universitaires pour permettre une véritable réorganisation des priorités et des méthodes de recherche. Ces espaces de réflexion gagneraient grandement à se décroiser d'un cadre exclusivement universitaire en se déplaçant dans d'autres lieux de construction de savoirs.

En conclusion, les enjeux de la positionnalité ne doivent pas être perçus comme des obstacles mais comme des leviers pour repenser la recherche et la société. En adoptant une approche critique et collective, les chercheur·se·s peuvent transformer ces enjeux en opportunités pour promouvoir une recherche plus inclusive, équitable et réellement engagée dans des processus de changement social. La positionnalité, loin d'être une simple question de « qui je suis », devient ainsi un outil stratégique pour remettre en cause les rapports de pouvoir, déconstruire les inégalités et favoriser l'émancipation collective. Dans ce projet collaboratif sur la positionnalité, nous avons commencé à lister des stratégies individuelles et collectives pour déconstruire les relations de pouvoir, qui mériteraient d'être approfondies. Les discussions au sein de la CdP et lors de la demi-journée de partage avec les organismes communautaires montrent clairement que le besoin de se réunir et d'agir ensemble est plus que jamais crucial.

Bibliographie

- Adikaram, A. S., Weerakotuwa, S., & Liyanage, D. M. (2022). Researching sensitive topics when the participants are stigmatized, the culture is value-laden and the researcher is an insider-outsider. *Qualitative Research in Organizations and Management: An International Journal*, 17(3), 376-395. <https://doi.org/10.1108/QROM-12-2020-2079>
- Ahmed, S. (2006). The Nonperformativity of Antiracism. *Meridians*, 7(1), 104-126. <https://doi.org/10.2979/MER.2006.7.1.104>
- Angrosino, M. V. (2005). Recontextualizing Observation: Ethnography, Pedagogy, and the Prospects for a Progressive Political Agenda. In *The Sage handbook of qualitative research, 3rd ed* (p. 729-745). Sage Publications Ltd.
- Baril, A., Pullen Sansfaçon, A., & Gelly, M. A. (2020). Digging beneath the Surface: When Disability Meets Gender Identity. *Canadian Journal of Disability Studies*, 9(4), Article 4. <https://doi.org/10.15353/cjds.v9i4.666>
- Barras, A. (2022). The Politics of Passing for Trans and Non-Binary People in Physical Activity in the UK: “Yeah, Congratulations! You Look like a Cis Person, Well Done!” In *The Routledge Handbook of Gender Politics in Sport and Physical Activity*. Routledge.
- Bauer, G., Devor, A., Heinz, M., Marshall, Z., Pullen Sansfaçon, A., Pyne, J. (2019). Code d'éthique de la CPATH en matière de recherche concernant les personnes trans et les communautés. Canada: Association Professionnelle canadienne pour le Santé Transgenre. <http://cpath.ca/fr/resources/>
- Bayeck, R. Y. (2022). Positionality : The Interplay of Space, Context and Identity. *International Journal of Qualitative Methods*, 21, 16094069221114745. <https://doi.org/10.1177/16094069221114745>
- Berger, R. (2015). Now I see it, now I don't: Researcher's position and reflexivity in qualitative research. *Qualitative Research*, 15(2), 219-234. <https://doi.org/10.1177/1468794112468475>
- Bilge, S. (2009). Théorisations féministes de l'intersectionnalité. *Diogenès*, 225(1), 70-88. <https://doi.org/10.3917/dio.225.0070>
- Blanchet Garneau, A., Browne, A. J., & Varcoe, C. (2018). Drawing on antiracist approaches toward a critical antidiscriminatory pedagogy for nursing. *Nursing Inquiry*, 25(1), e12211. <https://doi.org/10.1111/nin.12211>
- Blanchet Garneau, A., Lavoie, P., Sit, V., & Laurent Sédillot, C. (2023). Core components of an anti-racist approach among health professions educators : An integrative review. *International Journal of Medical Education*, 14, 131-136. <https://doi.org/10.5116/ijme.64e9.b6b4>
- Bourke, B. (2014). Positionality : Reflecting on the research process. *The qualitative report*, 19(33), 1-9.
- Boveda, M., & Annamma, S. A. (2023). Beyond Making a Statement : An Intersectional Framing of the Power and Possibilities of Positioning. *Educational Researcher*, 52(5), 306-314. <https://doi.org/10.3102/0013189X231167149>
- Brackenridge, C. (1999). MANAGING MYSELF : Investigator Survival in Sensitive Research. *International Review for the Sociology of Sport*, 34(4), 399-410. <https://doi.org/10.1177/101269099034004007>
- Caron, R., Lee, E. O. J., & Pullen Sansfaçon, A. (2020). Transformative Disruptions and Collective Knowledge Building : Social Work Professors Building Anti-oppressive Ethical Frameworks for Research, Teaching, Practice and Activism. *Ethics*

and *Social Welfare*, 14(3), 298-314.
<https://doi.org/10.1080/17496535.2020.1749690>

Cooper, R., & Lilyea, B. (2022). I'm Interested in Autoethnography, but How Do I Do It? *The Qualitative Report*. <https://doi.org/10.46743/2160-3715/2022.5288>

Chang, H. (2021). Individual and Collaborative Autoethnography for Social Science Research. In *Handbook of Autoethnography* (2^e éd.). Routledge.

Charlton, J. I. (1998). *Nothing About Us Without Us: Disability Oppression and Empowerment*. University of California Press.

Chibaya, N. H., Arora, M., Thibeault, C.-A., & Pullen Sansfaçon, A. (2024). Coalition and Multi-Positionality Research Teams: A Nuanced Approach for Anti-Oppressive Research. *The British Journal of Social Work*, bcae139.
<https://doi.org/10.1093/bjsw/bcae139>

Christoffersen, A. (2021). *The politics of intersectional practice: Competing concepts of intersectionality*.
<https://doi.org/10.1332/030557321X16194316141034>

Currie, C., Zanotti, C., Morgan, A., Currie, D., De Looze, M., Roberts, C., Samdal, O., Smith, O. R., & Barnekow, V. (2009). Social determinants of health and well-being among young people. *Health Behaviour in School-aged Children (HBSC) study: international report from the, 2010*, 271.

de Graaf, N. M., Cohen-Kettenis, P. T., Carmichael, P., de Vries, A. L. C., Dhondt, K., Laridaen, J., Pauli, D., Ball, J., & Steensma, T. D. (2018). Psychological functioning in adolescents referred to specialist gender identity clinics across Europe: A clinical comparison study between four clinics. *European Child & Adolescent Psychiatry*, 27(7), 909-919. <https://doi.org/10.1007/s00787-017-1098-4>

Dickson-Swift, V., James, E., Kippen, S., & Liamputtong, P. (2009). Researching sensitive topics: Qualitative research as emotion work. *Qualitative Research*, 9, 61-79.
<https://doi.org/10.1177/1468794108098031>

Doerfler, P., Forte, A., De Cristofaro, E., Stringhini, G., Blackburn, J., & McCoy, D. (2021). « I'm a Professor, which isn't usually a dangerous job »: Internet-facilitated Harassment and Its Impact on Researchers. *Proc. ACM Hum.-Comput. Interact.*, 5(CSCW2), 341:1-341:32.
<https://doi.org/10.1145/3476082>

Dwyer, S. C., & Buckle, J. L. (2009). The Space Between: On Being an Insider-Outsider in Qualitative Research. *International Journal of Qualitative Methods*, 8(1), 54-63.
<https://doi.org/10.1177/160940690900800105>

Dyer, J., Pickett, S., Davis, J., Hackett, K., Holmes, C., James, J., Jefferies, D., Manning, K., Sansfaçon, A. P., & Newhook, J. T. (2022). Collaborative Autoethnography for Feminist Research. In C. Cocker & T. Hafford-Letchfield (Éds.), *Rethinking Feminist Theories for Social Work Practice* (p. 97-116). Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-030-94241-0_6

Farnbach, S., Eades, A.-M., & Hackett, M. L. (2015). Australian Aboriginal and Torres Strait Islander-focused primary healthcare social and emotional wellbeing research: A systematic review protocol. *Systematic Reviews*, 4(1), 189.
<https://doi.org/10.1186/s13643-015-0180-6>

Favret-Saada, J. (1977). Les mots, la mort, les sorts. In *Les mots, la mort, les sorts* (p. 427-427). <https://pesquisa.bvsalud.org/portal/resource/pt/psa-112401>

Freire, P. (1974). *Pédagogie des opprimés suivi de Conscientisation et révolution*. Paris: François Maspéro.

- Fricker, M. (2007). *Epistemic Injustice : Power and the Ethics of Knowing*. Oxford University Press.
- Hamisultane, S., Lusikila, C., Diakho, M., Lee, E. O. J., Pullen-Sansfaçon, A., & Bellot, C. (2022). Entreprendre une démarche décoloniale et antiraciste à l'université et en travail social : L'exemple d'une recherche-action au Québec pour construire une formation contre le racisme. *Archipelies*, 13. <https://www.archipelies.org/1168>
- Haraway, D. (2013). Situated Knowledges : The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective 1. In *Women, Science, and Technology* (3^e éd.). Routledge.
- Harper, A., & Pratt, B. (2022). Combatting neo-Colonialism in Health Research : What can Aboriginal Health Research Ethics and Global Health Research Ethics Teach Each Other? *Journal of Empirical Research on Human Research Ethics*, 17(4), 431-454. <https://doi.org/10.1177/15562646211058253>
- Holmes, A. G. D. (2020). Researcher Positionality—A Consideration of Its Influence and Place in Qualitative Research—A New Researcher Guide. *Shanlax International Journal of Education*, 8(4), 1-10.
- Hurley, E. S., & Jackson, M. (2020). Msit No'kmaq : An Exploration of Positionality and Identity in Indigenous Research. *Witness: The Canadian Journal of Critical Nursing Discourse*, 2(1), Article 1. <https://doi.org/10.25071/2291-5796.43>
- Ibarra-Lemay, A. Niquay, C. Buckell, J. Guimont Marceau, S. Drouin Gagné M.E (2024) Ionkwakaratonnion ne onkwakà:ra décoloniser la recherche en tressant un récit collectif. Blanchet-Cohen, n et Picard V (des) Les Jeunesses Autochtones au Québec. Presses de l'Université Laval. pp33-56
- Jamieson, M. K., Govaart, G. H., & Pownall, M. (2023). Reflexivity in quantitative research : A rationale and beginner's guide. *Social and Personality Psychology Compass*, 17(4), e12735. <https://doi.org/10.1111/spc3.12735>
- Johansson, L., Moe, M., & Nissen, K. (2022). Researching research affects : In-between different research positions. *Qualitative Research*, 22(3), 436-451. <https://doi.org/10.1177/1468794120985683>
- Kamlongera, M. I. (2023). 'So what's arts got to do with it?' : An autoethnography of navigating researcher positionality while co-creating knowledge. *Qualitative Research*, 23(3), 651-667. <https://doi.org/10.1177/14687941211045611>
- Katz-Wise, S. L., Pullen Sansfaçon, A., Bogart, L. M., Rosal, M. C., Ehrensaft, D., Goldman, R. E., & Bryn Austin, S. (2019). Lessons from a community-based participatory research study with transgender and gender nonconforming youth and their families. *Action Research*, 17(2), 186-207. <https://doi.org/10.1177/1476750318818875>
- Kerr, R., & Sturm, D. (2019). Moving Beyond "Insider or Outsider" : The Ethnographic Challenges of Researching Elite Sport Facilities in New Zealand. *Qualitative Inquiry*, 25(9-10), 1137-1147. <https://doi.org/10.1177/1077800419838592>
- Khan, M. S., Naidu, T., Torres, I., Noor, M. N., Bump, J. B., & Abimbola, S. (2024). The Lancet and colonialism : Past, present, and future. *The Lancet*, 403(10433), 1304-1308. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(24\)00102-8](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(24)00102-8)
- Kitagawa, K. (2023). Researcher Positionality in Participatory Action Research for Climate Justice in Indigenous Communities. *International Journal of Qualitative Methods*, 22, 16094069231205178. <https://doi.org/10.1177/16094069231205178>

- Koubeissy, R., & Audet, G. (2025). Belonging or not to the group studied as researchers : How to ensure legitimacy. *Journal of Critical Research Methodologies*.
https://www.researchgate.net/profile/Rola-Koubeissy/publication/387962764_Belonging_or_not_to_the_group_studied_as_researchers_how_to_ensure_legitimacy/links/6785318b1afb4e11f5e3d495/Belonging-or-not-to-the-group-studied-as-researchers-how-to-ensure-legitimacy.pdf
- Lorette, P. (2023). Opportunities and challenges of positionality in quantitative research : Overcoming linguistic and cultural ‘knowledge gaps’ thanks to ‘knowledgeable collaborators’. *Journal of Multilingual and Multicultural Development*, 44(8), 657-671.
<https://doi.org/10.1080/01434632.2023.2195383>
- Manning, K., Holmes, C., Pullen Sansfaçon, A., Temple-Newhook, J., et Travers, A. (2015) Autoethnography and Academic Parent Activism: Studies in Social Justice, 2015, Vol. 9 (1) pp 118-135.
- McNess, E., Arthur, L., & Crossley, M. (2015). ‘Ethnographic dazzle’ and the construction of the ‘Other’: Revisiting dimensions of insider and outsider research for international and comparative education. *Compare: A Journal of Comparative and International Education*, 45(2), 295-316.
<https://doi.org/10.1080/03057925.2013.854616>
- Massoud, M. F. (2022). The price of positionality : Assessing the benefits and burdens of self-identification in research methods. *Journal of Law and Society*, 49(S1), S64-S86.
<https://doi.org/10.1111/jols.12372>
- Milligan, L. (2016). Insider-outsider-inbetweener? Researcher positioning, participative methods and cross-cultural educational research. *Compare: A Journal of Comparative and International Education*, 46(2), 235-250.
<https://doi.org/10.1080/03057925.2014.928510>
- Milner, H. R. I. (2007). Race, Culture, and Researcher Positionality: Working Through Dangers Seen, Unseen, and Unforeseen. *Educational Researcher*, 36(7), 388-400.
<https://doi.org/10.3102/0013189X07309471>
- Mullender A. et Ward, D. (1991) *Statement Cards* in Self-Directed Groupwork : Users Take Action for Empowerment, pp89-90.
- Muhammad, M., Wallerstein, N., Sussman, A. L., Avila, M., Belone, L., & Duran, B. (2015). Reflections on Researcher Identity and Power : The Impact of Positionality on Community Based Participatory Research (CBPR) Processes and Outcomes. *Critical Sociology*, 41(7-8), 1045-1063.
<https://doi.org/10.1177/0896920513516025>
- Njoroge, W. F. M., Forkpa, M., & Bath, E. (2021). Impact of Racial Discrimination on the Mental Health of Minoritized Youth. *Current Psychiatry Reports*, 23(12), 81.
<https://doi.org/10.1007/s11920-021-01297-x>
- Paz Galupo, M. (2017). Researching while cisgender : Identity considerations for transgender research. *International Journal of Transgenderism*, 18(3), 241-242.
<https://doi.org/10.1080/15532739.2017.1342503>
- Pillow, W. (2003). Confession, catharsis, or cure? Rethinking the uses of reflexivity as methodological power in qualitative research. *International Journal of Qualitative Studies in Education*, 16(2), 175-196.
<https://doi.org/10.1080/0951839032000060635>
- Phillippo, K. L., & Nolan, J. L. (2024). White-on-white research : A study of white qualitative researcher positionality among white participants. *International Journal of Qualitative Studies in Education*, 37(2), 545-563.
<https://doi.org/10.1080/09518398.2022.2061728>
- Poulton, E. (2012). ‘If you Had Balls, You’d be One of Us!’ Doing Gendered Research :

- Methodological Reflections on Being a Female Academic Researcher in the Hyper-Masculine Subculture of 'Football Hooliganism'. *Sociological Research Online*, 17(4), 67-79. <https://doi.org/10.5153/sro.2717>
- Pullen Sansfaçon, A. Boivin, J., Partridge, P. Labelle, E.D. Lee, E OJ et Fazio, S.K. (2024) Développer la capacité des jeunes personnes trans/bispirituelles autochtones grâce à une méthodologie de recherche d'action sociale et autochtone. Blanchet-Cohen, n et Picard V (des) Les Jeunesses Autochtones au Québec. Presses de l'Université Laval. pp85-108
- Pullen Sansfaçon, A. (2013) « La pratique anti-oppressive. » Le travail social : théories, méthodologies et pratiques. Dorvil, H. & Harper, E. (eds.) Presses de l'Université du Québec. Pp 353-373
- Pullen Sansfaçon, A. (2014). Savoir conjuguer valeurs professionnelles et personnelles, et recherche empirique en travail social : Réflexions sur la recherche-action sociale. *Aporia*, 6(2). <https://www.academia.edu/download/33766756/PullenSansfacon.pdf>
- Pullen Sansfaçon, A. P., Gelly, M. A., Faddoul, M., & Lee, E. O. J. (2020). Soutien et non soutien parental des jeunes trans : Vers une compréhension nuancée des formes de soutien et des attentes des jeunes trans. *Enfances Familles Générations. Revue interdisciplinaire sur la famille contemporaine*, 36, Article 36. <https://journals.openedition.org/efg/10477>
- Pullen Sansfaçon, A., Baril, A., Lee, E., Vigneau, M.-É., Manning, K., & Faddoul, M. (2020). « On vous tolère, mais on ne vous accepte pas » : Lutttes pour la reconnaissance des jeunes trans dans un contexte social cisnormatif. *Canadian Social Work Review / Revue canadienne de service social*, 37(1), 43-61. <https://doi.org/10.7202/1069981ar>
- Pullen Sansfaçon, A. et Ward, D. (2017) « L'intervention en groupe autogéré. » *Théories et modèles d'intervention en service social des groupes*. Sous la direction de Roy, V. et Lyndsay, J. pp 117-140
- Pullen Sansfaçon, A., Gelly, M. A., & Ens Manning, K. (2021). Affirmation and Safety : An Intersectional Analysis of Trans and Nonbinary Youths in Quebec. *Social Work Research*, 45(3), 207-219. <https://doi.org/10.1093/swr/svab009>
- Pullen Sansfaçon, A., Lee, E., & Faddoul, M. (2022). Être trans et autochtone : Réalités croisées au regard de l'expérience du social. *Les Cahiers du CIÉRA*, 20, 33-48. <https://doi.org/10.7202/1092548ar>
- Rosenberg, S., & Tilley, P. J. M. (2021). 'A point of reference' : The insider/outsider research staircase and transgender people's experiences of participating in trans-led research. *Qualitative Research*, 21(6), 923-938. <https://doi.org/10.1177/1468794120965371>
- Schratz, M., & Walker, R. (2005). *Research as Social Change : New Opportunities for Qualitative Research*. Routledge.
- Secules, S., McCall, C., Mejia, J. A., Beebe, C., Masters, A. S., L. Sánchez-Peña, M., & Svyantek, M. (2021). Positionality practices and dimensions of impact on equity research : A collaborative inquiry and call to the community. *Journal of Engineering Education*, 110(1), 19-43. <https://doi.org/10.1002/jee.20377>
- Shivji, N. A., Meade, O., Watts, K., & Lymn, J. S. (2022). Reflecting on 'insider' and 'outsider' positionality when undertaking culturally sensitive research with young Pakistani men : Insights from a female researcher. *Nurse Researcher*, 30(2). <https://journals.rcni.com/nurse-researcher/evidence-and-practice/reflecting-on-insider-and-outsider-positionality-when-undertaking-culturally-sensitive-research-with-young-pakistani-men-insights-from-a-female-researcher-nr.2022.e1826/print/full>

Slemon, A., Bungay, V., Varcoe, C., & Blanchet Garneau, A. (2023). From Subversion to Hard-Wiring Equity : A Discourse Analysis of Nurses' Equity-Promoting Practices in Emergency Departments. *Advances in Nursing Science*, 10.1097/ANS.0000000000000517.
<https://doi.org/10.1097/ANS.0000000000000517>

Smith, P. K. (2012). Cyberbullying : Challenges and opportunities for a research program—A response to Olweus (2012). *European Journal of Developmental Psychology*.
<https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/17405629.2012.689821>

Soedirgo, J., & Glas, A. (2020). Toward Active Reflexivity : Positionality and Practice in the Production of Knowledge. *PS: Political Science & Politics*, 53(3), 527-531.
<https://doi.org/10.1017/S1049096519002233>

Sylvestre, P., Castleden, H., Martin, D., & McNally, M. (2018). "Thank You Very Much... You Can Leave Our Community Now." : Geographies of Responsibility, Relational Ethics, Acts of Refusal, and the Conflicting Requirements of Academic Localities in Indigenous Research. *ACME: An International Journal for Critical Geographies*, 17(3), Article 3.
<https://doi.org/10.14288/acme.v17i3.1327>

Tourki, D., Ou Jin Lee, E., Baril, A., Hébert, W., & Pullen Sansfaçon, A. (2018). Au-delà des

apparences : Analyse intersectionnelle de vécus de jeunes trans migrants et racisés au Québec. *Revue Jeunes et Société*, 3(1), 133-153.
<https://doi.org/10.7202/1075772ar>

Trent, M., Dooley, D. G., Dougé, J., SECTION ON ADOLESCENT HEALTH, COUNCIL ON COMMUNITY PEDIATRICS, COMMITTEE ON ADOLESCENCE, Cavanaugh, R. M., Jr, Lacroix, A. E., Fanburg, J., Rahmandar, M. H., Hornberger, L. L., Schneider, M. B., Yen, S., Chilton, L. A., Green, A. E., Dilley, K. J., Gutierrez, J. R., Duffee, J. H., Keane, V. A., ... Wallace, S. B. (2019). The Impact of Racism on Child and Adolescent Health. *Pediatrics*, 144(2), e20191765. <https://doi.org/10.1542/peds.2019-1765>

Tuhiwai Smith, L., & Smith, L. T. (2012). *Decolonizing Methodologies : Research and Indigenous Peoples* (Second edition.). Zed books.

von Unger, H., Huber, A., Kühner, A., Odukoya, D., & Reiter, H. (2022). Reflection Labs : A Space for Researcher Reflexivity in Participatory Collaborations. *International Journal of Qualitative Methods*, 21, 16094069221142460.
<https://doi.org/10.1177/16094069221142460>

Wildcat, M., & Voth, D. (2023). Indigenous relationality : Definitions and methods. *AlterNative: An International Journal of Indigenous Peoples*, 19(2), 475-483.
<https://doi.org/10.1177/11771801231168380>